

Art. 43 - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 48*quinquiesdecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 48*quinquiesdecies* - Mit gleichem Beschluss, mit dem die Verwaltung eine administrative Geldbuße auferlegt, kann sie ganz oder teilweise die Aussetzung der Vollstreckung der Zahlung dieser Geldbuße gewähren.

Der Zahlungsaufschub ist nur möglich, sofern die Verwaltung gegen die betreffende Person während des Jahres vor dem Datum des Begehens des Versäumnisses, das zum Auferlegen der administrativen Geldbuße, für die ein Aufschub erwogen wird, geführt hat, keine administrative Geldbuße auferlegt hat.

Der Zahlungsaufschub gilt für eine Probezeit von einem Jahr. Die Probezeit beginnt ab dem Datum der Notifizierung des Beschlusses, durch den die administrative Geldbuße auferlegt wird. Im Fall einer neuen Zuwiderhandlung während der Probezeit, die Anlass für eine neue Geldbuße ist, beschließt die Verwaltung den eventuellen Widerruf des Zahlungsaufschubs.

Die administrative Geldbuße, deren Zahlung infolge eines Widerrufs des Aufschubs vollstreckbar wird, wird unbegrenzt zu jener addiert, die gegen die Person, die die neue Zuwiderhandlung begeht, verhängt wird.

Im Falle einer Beschwerde gegen den Beschluss der Verwaltung verfügt der Minister für Energie über die gleichen Befugnisse wie die Verwaltung in Sachen Zahlungsaufschübe."

KAPITEL III — Schlussbestimmungen

Art. 44 - Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und mit Ausnahme der Arbeitsverträge und aller Dokumente in Bezug auf die vertraglichen Verhältnisse zwischen der CWaPE und ihrem Personal werden alle vertraglichen oder außervertraglichen Rechte und Pflichten der CWaPE, die sich aus der Ausübung von der Wallonischen Region übertragener Aufgaben ergeben haben, Letzterer abgetreten, wobei die Wallonische Region unverzüglich in die Rechte der CWaPE eintritt.

Art. 45 - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 31. Januar 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen,
Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus,
Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2018-2019

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1247 (2018-2019) Nrn. 1 bis 7.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. Januar 2019.

Diskussion.

Abstimmung.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/201068]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution partielle du Code wallon du Patrimoine

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Patrimoine visé par le décret du 26 avril 2018, notamment les articles 8, 11 à 18, 22 à 25, 27, 34, 40, 43 et 44;

Vu l'article 26 du décret du 26 avril 2018 relatif au Code wallon du Patrimoine;

Vu l'article D.IV.1, § 2, du Code du développement territorial, inséré par le décret du 26 avril 2018;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions pour la restauration du Petit Patrimoine Populaire Wallon;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 juillet 2018;

Vu le rapport du 19 juillet 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, donné le 26 septembre 2018;

Vu l'avis 64.541/4 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission royale des monuments, sites et fouilles, donné le 26 septembre 2018;

Sur la proposition du Ministre du Patrimoine;
Après délibération,
Arrête :

TITRE 1^{er} . — *Dispositions modificatives de la partie réglementaire du Code wallon du Patrimoine*

Article 1^{er}. Les articles 477 à 480 et 505 à 529 du Code wallon du Patrimoine sont remplacés comme suit :

« CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Art. R.0. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

- 1° Code : le Code wallon du Patrimoine;
- 2° Ministre : le Ministre qui a le Patrimoine dans ses attributions;
- 3° AWaP : l'Agence wallonne du Patrimoine, placée sous la responsabilité d'un inspecteur général;
- 4° le délégué de l'inspecteur général de l'AWaP : l'agent que l'Inspecteur général délègue pour l'exécution d'une ou de plusieurs des dispositions visées au présent arrêté;
- 5° études préalables : les études scientifiques et techniques nécessaires à l'élaboration de tout projet de maintenance ou de restauration et qui alimentent un fonds documentaire géré par l'AWaP;
- 6° carte archéologique : périmètres contenant tout ensemble de biens immobiliers bâtis ou non qui, en tout ou en partie, soit ont fait l'objet d'une découverte d'un ou plusieurs biens archéologiques, soit sont recensés comme ayant recelé, recelant ou étant présumés receler des biens archéologiques.

CHAPITRE II. — *Du patrimoine mondial*

Art. R.8-1. Le contenu du plan de gestion d'un bien inscrit ou proposé à l'inscription sur la liste du patrimoine mondial est arrêté par le Ministre. Le plan de gestion comprend des éléments relatifs à la participation citoyenne, la formation, la valorisation culturelle et touristique, la sensibilisation du public et la communication, la recherche scientifique et la coopération internationale qui s'y rapportent.

Le Ministre précise la composition, les missions et le fonctionnement des comités de gestion, de pilotage et scientifique relatifs à chaque plan de gestion.

CHAPITRE II. — *De l'inventaire régional du patrimoine, des inventaires communaux et de la carte archéologique*

Section 1^{ère}. — *De l'inventaire régional du patrimoine.*

Art. R.11-1. Le Ministre établit ou met à jour la liste des catégories de biens qui relèvent du petit patrimoine populaire.

Art. R.11-2. Le Ministre publie sur le portail cartographique de la DGO4 et, par référence, au *Moniteur belge*, l'inventaire du patrimoine culturel immobilier et la liste des biens relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficient ou ont bénéficié de l'intervention financière de la Région.

Sur la proposition de l'AWaP, le Ministre met à jour l'inventaire et la liste sur la base des modalités de reconnaissance, de protection et de mise en valeur arrêtées par le Gouvernement.

Section 2. — *Des inventaires communaux*

Art. R.12-1. § 1^{er}. Sur la base méthodologique établie par le Ministre, le collège communal ou la commission communale dresse le projet d'inventaire communal et, à cet effet, sollicite l'accompagnement de l'AWaP.

§ 2. Le conseil communal adopte provisoirement le projet d'inventaire.

Le projet d'inventaire ou de mise à jour de l'inventaire est soumis par le conseil communal, pour avis, à la commission communale ainsi qu'aux personnes et instances qu'il juge nécessaire de consulter.

L'avis est transmis dans les quarante-cinq jours de l'envoi de la demande du conseil communal. A défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure d'adoption ou de mise à jour de l'inventaire peut être poursuivie.

§ 3. Hormis pour les biens relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficient ou ont bénéficié de l'intervention financière de la Région, le collège communal procède à une enquête publique dont la durée est de trente jours et informe, par envoi, le ou les propriétaires des biens concernés.

Le projet est accessible à la maison communale les jours ouvrables et, au moins, un jour jusqu'à vingt heures ou le samedi matin.

L'enquête publique est annoncée par voie d'affiches à la maison communale et publiée le site internet de la commune.

L'avis indique l'objet de l'enquête et signale que le dossier peut être consulté à la maison communale.

L'enquête publique est suspendue du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

Avant l'expiration de l'enquête publique, tout réclamant peut adresser, par envoi au collège communal, ses remarques et, le cas échéant, faire état de son opposition.

Dans les quinze jours suivant l'expiration du délai de l'enquête publique, le collège communal ou l'un de ses membres qu'il délègue à cet effet tient une séance publique où sont entendues les personnes qui le désirent.

A l'issue de cette séance, il est dressé un procès-verbal de clôture de l'enquête publique.

Art. R.12-3. Le conseil communal :

- 1° adopte définitivement l'inventaire dans les quinze jours du procès-verbal de l'enquête publique;
- 2° dans les quinze jours de sa décision, envoie à l'AWaP le dossier qui comprend les avis des personnes et instances consultées, les observations ou réclamations formulées au cours de l'enquête publique, le procès-verbal de clôture de l'enquête publique et la décision prise;
- 3° dans les quinze jours de sa décision, informe les propriétaires des biens concernés, hormis pour les biens relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficient ou ont bénéficié de l'intervention financière de la Région.

Art. R.12-4. Hormis pour les biens relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficient ou ont bénéficié de l'intervention financière de la Région, dans les quarante-cinq jours de la réception de la décision d'adoption définitive par le conseil communal, tout propriétaire d'un bien visé par le projet peut adresser, par envoi au conseil communal, un recours contre la décision prise relative au bien, sur la base de considérations patrimoniales. Simultanément, le propriétaire envoie à l'AWaP une copie du recours.

Le conseil communal statue sur tout recours visé à l'alinéa 1^{er} dans les quarante-cinq jours de la réception du recours et en informe, dans les cinq jours, l'AWaP.

Art. R.12-5. Dans les cent-vingt jours de la réception de la décision du conseil communal, visée à l'article R.12-3, 1°, l'AWaP envoie au Ministre le dossier complet de l'inventaire, accompagné de son avis et de la proposition de décision.

Dans les trente jours de la réception de l'inventaire par l'AWaP, sur la base des éléments du dossier, le Ministre approuve ou refuse l'inventaire.

Art. R.12-6. L'AWaP publie les inventaires communaux sur le portail cartographique de la DGO4 et, par référence, au *Moniteur belge*.

Art. R.12-7. Le conseil communal procède à la mise à jour de l'inventaire sur la base des dispositions visées aux articles R.12-1 et suivants.

Par dérogation, le Ministre peut établir une procédure simplifiée pour la mise à jour des inventaires communaux, pour autant qu'elle porte sur un nombre de biens limité par rapport à l'inventaire communal. La procédure simplifiée comprend l'information des propriétaires des biens concernés par la mise à jour.

Art. R.12-8. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne, le Ministre peut accorder une subvention maximale de dix mille euros par commune pour la réalisation de tout ou partie de l'inventaire communal.

La liquidation de la subvention s'effectue comme suit :

1° soixante pourcent de la subvention à l'envoi de l'arrêté octroyant la subvention et pour autant que la déclaration de créance y relative soit introduite dans un délai de six mois à dater de l'envoi de l'arrêté octroyant la subvention;

2° quarante pourcent de la subvention sur la production des pièces justificatives y relatives des dépenses effectuées par la commune.

Section 3. — De la carte archéologique

Art. R.13-1. Le Ministre publie la carte archéologique sur le portail cartographique de la DGO4 et, par référence, au *Moniteur belge*.

Le Ministre peut arrêter la méthodologie et les modalités de mise à jour de la carte.

Art. R.14-1. Le Ministre arrête le formulaire de demande de l'information archéologique à solliciter auprès de l'AWaP, la forme et le contenu des documents à annexer à la demande ainsi que la forme de l'information envoyée par l'AWaP.

La demande de l'information peut être sollicitée par tout propriétaire ou titulaire d'un droit réel d'un bien visé à la carte archéologique.

L'information précise si, en tout ou en partie, le bien a fait l'objet de la découverte d'un ou plusieurs biens archéologiques ou s'il est recensé comme ayant recelé, recelant ou présumé receler des biens archéologiques. Le cas échéant, l'information figure l'emplacement et la nature de biens archéologiques dans le sol ou hors sol.

CHAPITRE IV. — De la protection du patrimoine

Section 1^{ère}. — De la liste de sauvegarde

Art. R.15-1. Les groupes, associations ou organisations visés à l'article 15, § 1^{er}, 6°, du Code, ont pour objet ou finalité la sauvegarde du patrimoine, attestés par leurs statuts publiés au *Moniteur belge*.

Art. R.15-2. Le Ministre arrête toute inscription d'un bien sur la liste de sauvegarde et publie l'arrêté d'inscription sur le portail cartographique de la DGO4 et au *Moniteur belge*.

Section 2. — Du classement

Art. R.16. Les groupes, associations ou organisations visés à l'article 16, alinéa 2, 6°, du Code ont pour objet ou finalité la sauvegarde du patrimoine, attestés par leurs statuts publiés au *Moniteur belge*.

Art. R.17. Sur la base d'un dossier établi à l'initiative d'une ou plusieurs personnes visées à l'article 16, alinéa 2, 6°, du Code, et qui décrit l'intérêt patrimonial du ou des biens concernés au titre de monument, d'ensemble architectural, de site ou de site archéologique, le Ministre arrête tout projet de classement d'un bien et publie le projet sur le portail cartographique de la DGO4 et au *Moniteur belge*.

Art. R.18. Le Ministre arrête le classement du bien et publie l'arrêté de classement sur le portail cartographique de la DGO4 et au *Moniteur belge*.

Art. R.22-1. Le Ministre peut assortir tout projet de classement ou tout arrêté de classement, d'une ou plusieurs conditions relatives à tout usage ou toute activité, même temporaire, susceptible d'altérer un ou plusieurs des éléments qui ont justifié le projet ou l'arrêté.

Tout usage visé à l'alinéa 1^{er} requiert l'autorisation préalable écrite de l'inspecteur général de l'AWaP ou de son délégué.

Le Ministre peut arrêter la forme, le contenu et les modalités d'instruction de la demande d'autorisation.

Section 3. — Des écussons et des panneaux

Art. R.24-1. Tout propriétaire d'un bien classé est tenu d'admettre l'apposition d'un signe distinctif sur le bien ou aux abords immédiats de celui-ci.

Art. R.24-2. Le signe distinctif consiste en un panneau de 0,10 m sur 0,15 m en forme d'écu pointé en bas, écartelé en sautoir de bleu-roi et de blanc, un écusson formé d'un carré bleu-roi dont un des angles s'inscrit dans la pointe de l'écusson et d'un triangle bleu-roi au-dessus du carré, les deux délimitant un triangle blanc de chaque côté, reproduisant, en blanc, dans le carré l'emblème de la Région wallonne, entouré des mots « Région wallonne » et « Bien classé ».

Le signe distinctif est employé isolé ou répété trois fois en formation triangulaire, un signe en bas.

Art. R.24-3. Le signe distinctif est placé par l'AWaP à l'endroit où il est le plus visible et de manière à ne pas altérer le bien.

Art. R.24-4. Le propriétaire est averti de la date de l'apposition du signe distinctif.

Un délégué de l'inspecteur général de l'AWaP est présent lorsque le signe est apposé.

CHAPITRE V. — *Des actes et travaux sur les biens classés ou soumis aux effets du classement**Section 1^{ère}. — De la déclaration des actes et travaux projetés*

Art. R.25-1. La déclaration visée à l'article 25 du Code est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

La déclaration précise si les actes et travaux relèvent, soit, de la maintenance du bien, soit, de sa conservation d'urgence et comprend au minimum :

- 1° l'identification du bien;
- 2° les coordonnées du demandeur ou du propriétaire;
- 3° une description des actes et travaux projetés ou, le cas échéant, accomplis en urgence;
- 4° un reportage photographique permettant de situer les actes et travaux projetés dans leur contexte.

Section 2. — De la fiche patrimoniale

Art. R.27-1. Sans préjudice de l'article 27 du Code, le Ministre peut décider, d'initiative ou à la demande du propriétaire, l'élaboration de la fiche ou sa révision.

Dans le cadre de l'article 27, § 2, du Code, la fiche est élaborée au plus tard pour la première réunion de patrimoine.

Le Ministre arrête les modalités d'élaboration, la forme et le contenu de la fiche patrimoniale.

Sur la proposition de l'AWaP, le Ministre valide la fiche ou sa révision.

L'AWaP envoie au propriétaire la fiche ou sa révision validée.

CHAPITRE VI. — *Du patrimoine archéologique**Section 1^{ère}. — Des sondages et des fouilles archéologiques*

Art. R.34-1. La demande d'autorisation de procéder à des sondages ou des fouilles archéologiques est adressée par envoi à l'inspecteur général de l'AWaP ou à son délégué.

La demande est adressée au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Art. R.34-2. Lorsque la demande porte sur une autorisation de sondages ou de fouilles, cette demande comprend :

- 1° les nom et adresse du ou des demandeurs;
- 2° la localisation des travaux envisagés, avec extraits de la carte au 1/10 000e et du plan cadastral;
- 3° les dates de début et de fin prévues pour les travaux;
- 4° la motivation de l'intérêt scientifique des sondages ou des fouilles;
- 5° la présentation des compétences des responsables et la description des moyens humains et techniques disponibles;
- 6° une description des modalités d'organisation du chantier, notamment le plan de sécurité;
- 7° une description des mesures prévues pour la remise en état du terrain et la conservation éventuelle des vestiges;
- 8° la preuve d'un accord avec le propriétaire du site relatif au déroulement des travaux et à la remise en état du terrain;
- 9° la preuve d'un accord avec le propriétaire du site relatif à la dévolution des biens archéologiques et au dépôt de ceux-ci;
- 10° l'engagement de rassembler les biens archéologiques dans un dépôt agréé;
- 11° l'engagement d'établir des rapports périodiques sur l'état des travaux et un rapport final à déposer dans un délai déterminé;
- 12° le cas échéant, une copie de l'arrêté de classement du monument, de l'ensemble architectural, du site ou du site archéologique avec la localisation rapportée sur l'extrait cadastral.

Concernant le point 11, dans le cadre d'une demande de renouvellement d'autorisation, un rapport provisoire fait état de l'avancement des recherches et précise si les travaux prévus pour la période écoulée ont eu lieu ainsi que les résultats obtenus. Le rapport justifie toute modification liée aux compétences des responsables et décrit les moyens humains et techniques disponibles.

Art. R.34-3. Dans les quinze jours de sa réception, si la demande est incomplète, l'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué adresse, par envoi au demandeur, un relevé des pièces manquantes et le délai dans lequel ces pièces doivent être fournies à l'AWaP.

Art. R.34-4. § 1^{er}. Dans les quinze jours de la réception de la demande complète, l'AWaP adresse au demandeur un accusé de réception qui précise que la demande est complète. Une copie de la demande complète est envoyée par l'AWaP pour information au collège communal, au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

§ 2. Dans le même délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'AWaP sollicite l'avis de la Commission.

La Commission transmet son avis dans les trente jours de l'envoi de la demande d'avis; à défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 3. Dans les nonante jours à dater de l'accusé de réception, l'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué statue sur la demande d'autorisation, assortie, le cas échéant, de conditions particulières. La décision est envoyée au demandeur. Une copie de l'envoi est adressée pour information au collège communal, à la Commission, au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

Art. R.34-5. Le titulaire d'une autorisation de fouilles est tenu de notifier à l'AWaP la date du début du chantier et, dans les quinze jours lorsqu'intervient toute modification importante des conditions de fouilles, notamment tout changement de responsable de chantier, la diminution des moyens humains et techniques disponibles, la prolongation des travaux, la découverte de vestiges d'une autre nature que ce qui était présenté dans la demande d'autorisation de fouilles, la modification des projets de remise en état du terrain ou de conservation des vestiges.

Art. R.34-6. § 1^{er}. La décision de suspension de l'autorisation de fouilles est envoyée à son titulaire par l'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué. Une copie de l'envoi est adressée pour information au collège communal, au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

Simultanément, l'AWaP sollicite l'avis de la Commission quant au retrait éventuel de l'autorisation de fouilles. La Commission transmet son avis dans les trente jours de l'envoi de la demande d'avis. A défaut d'envoi de l'avis dans le délai imparti, la procédure peut être poursuivie.

§ 2. Dès la réception de la décision de suspension, le titulaire de l'autorisation, ses agents ou préposés ne peuvent plus effectuer d'opérations archéologiques sur le bien. Toutefois, les opérations de maintenance indispensables pour assurer la sécurité et la protection des vestiges peuvent être poursuivies.

§ 3. Dans les trente jours de la réception de la décision de suspension, le titulaire de l'autorisation, le propriétaire et l'occupant du bien peuvent introduire un recours auprès du Ministre. Le recours est adressé, par envoi, à l'AWaP. Le demandeur, le propriétaire ou l'occupant du bien peuvent demander d'être auditionné pendant la procédure de recours. Un procès-verbal d'audition est rédigé.

Dans les nonante jours à dater de la réception du recours, le Ministre envoie au requérant sa décision sur le maintien ou le retrait de l'autorisation ou sur la modification des conditions d'autorisation.

En cas de retrait de l'autorisation de fouilles, la décision précise les modalités de remise en état du terrain. Une copie de la décision est envoyée pour information au collègue communal, au propriétaire, le cas échéant, à l'occupant et à la Commission.

§ 4. Dans les nonante jours de la décision de suspension de l'autorisation de fouilles par l'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué et à défaut de recours introduit dans le délai visé au paragraphe 3, le Ministre envoie au titulaire de l'autorisation sa décision sur le maintien ou le retrait de l'autorisation ou sur la modification des conditions d'autorisation. Une copie de la notification est envoyée pour information au collègue communal, au propriétaire et, le cas échéant, à l'occupant du bien.

Art. R.34-7. § 1^{er}. Lorsque la demande porte sur une activité de détection qui implique la modification du sol ou le prélèvement d'objets à l'aide d'un détecteur de métaux, la demande comprend :

- 1° les nom, prénom, date de naissance du demandeur;
- 2° le type de détecteur de métaux pour lequel l'autorisation est sollicitée;
- 3° la motivation de la demande;
- 4° la preuve de la participation à une séance d'information organisée par l'AWaP.

§ 2. La demande est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Dans les quinze jours de la réception de la demande complète, l'AWaP adresse au demandeur un accusé de réception qui précise que la demande est complète et sollicite l'avis de la Commission. La Commission transmet son avis dans les trente jours de l'envoi de la demande d'avis. A défaut de l'envoi de l'avis dans les délais impartis, la procédure peut être poursuivie.

L'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué statue sur la demande d'autorisation, assortie, le cas échéant, de conditions particulières, dans les quinze jours qui suivent. Aucune autorisation ne peut être délivrée à un demandeur âgé de moins de dix-huit ans à la date de la demande.

La décision motivée est adressée, par envoi, au demandeur. Cette décision est valable pour douze mois à dater de la délivrance de l'autorisation.

§ 3. Au moins trois jours ouvrables préalablement à chaque activité, le titulaire de l'autorisation est tenu d'informer l'AWaP au moyen du formulaire établi par celle-ci.

§ 4. Dans les quinze jours de la découverte, le titulaire de l'autorisation déclare celle-ci au moyen du formulaire établi par l'AWaP.

§ 5. Le dépositaire de l'objet découvert, que ce soit l'utilisateur du détecteur ou le propriétaire du terrain, garantit son accès à l'AWaP et aux chercheurs.

Le propriétaire des objets découverts dépose ceux-ci dans un musée reconnu par la Communauté française de Belgique ou dans un dépôt agréé par l'AWaP.

§ 6. Il est interdit au titulaire de l'autorisation :

- 1° d'exercer son activité sur les biens classés et les sites archéologiques visés à la carte archéologique;
- 2° d'exercer son activité sur un site en cours de fouille ou de sondage archéologique, sauf accord préalable de l'inspecteur général ou de son délégué;
- 3° de vendre un objet découvert;
- 4° de sortir hors du territoire de la Région wallonne un objet découvert.

Section 2. — Des dépôts de biens archéologiques

Art. R.34-8. L'agrément comme dépôt de biens archéologiques est accordé par l'Inspecteur général de l'AWaP. La demande est adressée, par envoi, à l'AWaP au moyen du formulaire établi par le Ministre.

Art. R.34-9. § 1^{er}. Les différentes catégories de biens archéologiques pour lesquelles l'agrément peut être demandé sont les suivantes :

- 1° les métaux;
- 2° les matières organiques, notamment, bois, cuir, textile, vannerie, papier, ambre, os, ivoire, bois de cerf;
- 3° les enduits peints, les objets en pierre ou en terre cuite polychromes et les objets en terre crue;
- 4° tout autre bien archéologique non visé aux points 1 à 3.

§ 2. Les conditions d'agrément communes à tous les dépôts sont les suivantes:

1° le demandeur est propriétaire de tout bâtiment servant de dépôt, titulaire de droits réels sur tout bâtiment servant de dépôt ou locataire pouvant faire preuve d'un bail couvrant la durée de l'octroi de l'agrément;

2° les locaux servant de dépôt ne souffrent pas d'infiltration d'eau ou de contamination par des insectes ou des champignons lignivores, notamment du type mérieure ou coniphora;

3° les locaux servant de dépôt disposent d'une installation électrique conforme aux normes en vigueur et d'un système de chauffage assurant une stabilité climatique des locaux;

4° les locaux servant de dépôt ne contiennent pas de stock de produits inflammables, explosifs ou corrosifs;

5° les voies d'accès de tout bâtiment servant de dépôt sont sécurisées contre le vol et le vandalisme;

6° les biens archéologiques sont conservés à l'abri de la pluie, du gel, des inondations et ne sont pas exposés à des variations d'humidité relative journalières supérieures à cinq pourcent;

7° les biens archéologiques ne sont pas exposés à des chocs ou vibrations régulières, notamment par la proximité d'une voie de chemin de fer ou d'une route à charroi lourd;

8° les biens archéologiques sont repris dans un inventaire;

9° les biens archéologiques sont marqués ou étiquetés de façon à pouvoir retrouver leur provenance, sans que les étiquettes éventuelles soient collées directement sur les objets;

10° les biens archéologiques sont emballés et stockés de façon à leur éviter tout dommage physique, notamment par frottement ou écrasement, à l'abri de la poussière et à l'aide de matériaux chimiquement neutres et stables;

11° le dépôt contient un lieu d'archivage pour la documentation de fouille accompagnant les biens archéologiques;

12° le dépôt contient un espace de travail adapté et disponible pour les chercheurs;

13° le propriétaire ou le titulaire de droits réels sur le dépôt justifie de la souscription d'une assurance jugée suffisante par le Ministre pour couvrir les dégâts que le dépôt peut subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, les explosions et les intempéries;

14° les biens archéologiques ne sont pas exposés à des écarts thermiques quotidiens de plus de cinq degrés Celsius;

15° le dépôt utilise un équipement de mesure permettant de contrôler la température et le taux d'humidité relative et ses variations.

§ 3. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques visés au paragraphe 1^{er}, 1°, sont les suivantes :

1° les biens archéologiques en métal ne sont pas en contact direct avec d'autres métaux;

2° les biens archéologiques en métal ne sont pas emballés avec des matériaux d'emballage susceptibles de dégager des acides organiques, du chlore ou du soufre, comme le bois, le carton, le papier, le chlorure de polyvinyle (PVC), l'ouate ou la laine;

3° l'acide chlorhydrique n'est pas utilisée dans le dépôt, même en petite quantité;

4° la température dans le dépôt ne dépasse pas vingt-quatre degrés Celsius ne descend pas en dessous de seize degrés Celsius;

5° les objets archéologiques en fer sont stockés à un taux d'humidité relative égal ou inférieur à trente pourcent;

6° les métaux non ferreux sont stockés à un taux d'humidité relative inférieur à trente-cinq pourcent.

§ 4. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques visés au paragraphe 1^{er}, 2°, sont les suivantes :

1° les objets en matières organiques sont conservés à une température comprise entre seize et vingt-deux degrés Celsius;

2° les objets en matières organiques gorgées d'eau sont temporairement conservés immergés dans l'eau et à l'abri de la lumière entre leur découverte et leur traitement de conservation-restauration;

3° les objets en matières organiques non gorgées d'eau sont conservés à un taux d'humidité relative compris entre quarante-cinq et soixante-cinq pour cent.

§ 5. Les conditions d'agrément supplémentaires pour le dépôt de biens archéologiques visés au paragraphe 1^{er}, 3°, sont les suivantes :

1° les biens archéologiques sont conservés à un taux d'humidité relative compris entre cinquante et soixante pour cent;

2° les biens archéologiques sont conservés à une température comprise entre seize et vingt-quatre degrés Celsius.

Art. R.34-10. § 1^{er}. La demande d'agrément mentionne au minimum:

1° le nom, l'adresse et le statut juridique du demandeur;

2° l'adresse de tout bâtiment destiné au dépôt;

3° pour chaque bâtiment, le nom et l'adresse de la personne responsable du dépôt, ses conditions d'accessibilité et une description succincte des biens archéologiques qu'il contient;

4° les catégories de biens archéologiques pour lesquelles la demande d'agrément est effectuée;

5° si le demandeur est une association sans but lucratif, la demande est accompagnée d'une copie des statuts de l'association publiés au *Moniteur belge*. Ceux-ci doivent mentionner les dispositions prévues pour la gestion du dépôt en cas de dissolution de l'association.

§ 2. Une visite des lieux pour lesquels l'agrément est demandé est organisée à l'initiative de l'AWaP dans les quarante-cinq jours qui suivent la réception de la demande, en présence de l'AWaP et du demandeur. Au cours de cette visite, les conditions d'agrément sont passées en revue et le demandeur est invité à exprimer toutes les observations qu'il juge utiles. Celles-ci sont consignées dans le procès-verbal de la visite.

§ 3. L'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué statue sur la demande d'agrément dans les trente jours à compter de la visite des lieux. La décision est notifiée, par envoi, dans les dix jours de la décision, au demandeur.

§ 4. Le demandeur peut introduire un recours auprès du Ministre dans les soixante jours qui suivent la réception de la notification. Le recours est adressé par envoi à l'AWaP. Le Ministre envoie au demandeur sa décision dans les soixante jours à dater de la réception du recours.

§ 5. L'agrément accordé est valable pour une période de cinq ans à dater de la notification. Six mois avant l'expiration du délai, une demande de renouvellement de l'agrément peut être adressée par envoi à l'AWaP, conformément aux modalités visées au présent article. La procédure de renouvellement de l'agrément suit la procédure décrite au présent article.

§ 6. Le titulaire de l'agrément communique à l'AWaP un inventaire des biens archéologiques qu'il reçoit en dépôt, en indiquant au minimum à quelles catégories de biens archéologiques ils appartiennent, qui en est propriétaire, de quel site ils proviennent et qui était le titulaire de l'autorisation de fouilles. Les modifications à l'inventaire, que ce soit par dépôt ou par retrait de biens archéologiques, font l'objet d'une information envoyée à l'AWaP au moins une fois par an.

§ 7. Le titulaire de l'agrément est tenu de notifier par envoi à l'AWaP, dans les quinze jours, toute modification importante des conditions d'agrément, notamment modification du statut juridique de tout bâtiment, incendie, inondation, infiltration d'eau, contamination par des champignons ou des insectes lignivores, vol, vandalisme, et déviation des normes de température ou d'humidité relative prolongées pendant plus de dix jours consécutifs.

Art. R.34-11. § 1^{er}. Si l'AWaP constate que le dépôt ne répond plus aux conditions initiales, l'inspecteur général de l'AWaP ou son délégué peut suspendre ou retirer l'agrément.

§ 2. La décision de suspension ou de retrait est adressée, par envoi, dans les dix jours, au titulaire de l'agrément. Dans les soixante jours de la décision de suspension ou de retrait de l'agrément, un recours peut être introduit auprès du Ministre. Passé ce délai, ce recours n'est pas recevable.

Le recours est adressé par envoi à l'AWaP. Le Ministre envoie au titulaire de l'agrément sa décision de levée de la suspension ou de retrait dans les soixante jours à dater de la réception du recours.

§ 3. Une copie de la décision visée au paragraphe 2 est envoyée, par l'AWaP, pour information aux propriétaires des biens archéologiques y déposés et aux titulaires des autorisations de fouilles concernés.

Section 3. — Des découvertes fortuites

Art. R.40-1. La déclaration visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, du Code mentionne :

- 1° l'auteur de la découverte;
- 2° la date de la découverte;
- 3° la localisation de la découverte;
- 4° le nom du propriétaire du terrain;
- 5° les circonstances de la découverte;
- 6° la nature du bien archéologique découvert.

Art. R.40-2. Dès sa découverte, le bien archéologique, s'il s'agit d'une structure construite, est protégé par l'auteur de la découverte ou par le propriétaire, de tout dommage physique de type effondrement, écrasement ou dégâts causés par des vibrations du sol. A cette fin, un périmètre de sécurité est établi, dans lequel aucun engin ne peut circuler ou être utilisé. Le bien archéologique est protégé des intempéries soit par une toiture, soit par le recouvrement d'une bâche appropriée. Une surveillance est assurée pour éviter le vol ou le vandalisme.

Si le bien archéologique consiste en un ou plusieurs objets, isolés ou groupés, les artefacts sont conservés dans le lieu où ils se trouvent et protégés dans l'attente de l'intervention de l'AWaP.

Art. R.40-3. Dans les huit jours de la déclaration, l'AWaP envoie un représentant pour examiner la découverte et précise au propriétaire du terrain et à l'auteur de la découverte les conditions de protection particulières, appropriées à la nature des biens archéologiques découverts.

CHAPITRE VII. — Des dispositions opérationnelles

Section 1^{ère}. — Des actes et travaux d'urgence d'un monument repris sur la liste de sauvegarde ou classé ou d'éléments construits d'un bien repris dans un ensemble architectural classé ou dans un site classé

Art. R.43-1. Tout propriétaire d'un bien classé assure le bien pour couvrir les dégâts qu'il peut subir du fait de risques tels que l'incendie, la foudre, l'explosion, l'intempérie et la destruction volontaire et en joint la preuve à la demande de subvention qu'il envoie à l'AWaP. A défaut, la demande est irrecevable.

Le propriétaire informe l'AWaP, par envoi, de tout sinistre et consacre l'indemnité de l'assurance à la maintenance ou à la restauration du bien. Si l'indemnité de l'assurance ne couvre pas la totalité du coût des actes et travaux, le propriétaire peut solliciter une subvention qui est calculée sur la partie non couverte par l'indemnité pour autant que l'assurance prise prévoit une couverture de risques suffisante, que le sinistre n'est pas volontaire dans le chef du propriétaire et que ce dernier ait pris les mesures suffisantes visant à limiter le sinistre.

Le propriétaire assure le bien aussi longtemps que ce dernier bénéficie du statut de bien protégé.

Art. R.43-2. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut accorder une subvention fixée à cinquante pour cent du coût TVA comprise des actes et travaux qui suivent :

- 1° la protection contre les intempéries, l'incendie, les mouvements d'eau souterrains ou tout autre accident naturel;
- 2° la protection provisoire avant l'exécution des actes et travaux définitifs;
- 3° la protection contre le vandalisme ou le vol des éléments qui ont justifié les mesures de protection, d'un monument repris sur la liste de sauvegarde ou classé ou d'éléments construits d'un bien repris dans un ensemble architectural classé ou dans un site classé et qui présentent un caractère patrimonial.

Le Ministre peut préciser la portée des actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er}.

Les frais généraux qui comprennent, notamment, les frais et honoraires de l'auteur de projet, sont forfaitairement calculés au taux de sept pour cent du montant des actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er}.

La demande de subvention est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Pour les actes et travaux sur un bien qui relève du patrimoine exceptionnel visé à l'article 20 du Code, le taux de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est porté à soixante-cinq pour cent.

Section 2. — Des études préalables et des actes et travaux de maintenance ou de restauration des monuments classés

Art. R.43-3. Toute demande de subvention est accompagnée de l'engagement du demandeur de prendre en charge le solde non couvert par la subvention.

Le demandeur ne peut pas entreprendre les actes et travaux de maintenance ou de restauration, à l'exception des études préalables, avant la notification de l'arrêté d'octroi de la subvention demandée, sous peine de perdre le bénéfice de la subvention.

La demande de subvention est introduite sur la base du formulaire arrêté par le Ministre.

Le montant de la subvention est établi sur la base du montant éligible des études préalables et des actes travaux de maintenance ou de restauration, calculé TVA comprise.

Pour tous les actes et travaux de maintenance ou de restauration faisant l'objet d'une subvention, en ce compris les études qui s'y rapportent, la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics est applicable aux personnes de droit privé.

Art. R.43-4. Au terme de l'exécution des actes et travaux de maintenance ou de restauration, le propriétaire peut solliciter l'octroi d'une subvention complémentaire lorsque le chantier a donné lieu à des actes et travaux non prévisibles lors de la demande de subvention et indispensables à la poursuite des actes et travaux ou au maintien des éléments dont la valeur et l'intérêt patrimoniaux ont conduit à la protection du bien.

La demande de subvention est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Art. R.43-5. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne, et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut accorder une subvention fixée à cinquante pour cent du montant du coût TVA comprise des actes et travaux qui suivent :

- 1° les traitements destinés à préserver, conserver, stabiliser, réparer, consolider, ou restaurer tout ou partie d'un monument;

- 2° le remplacement d'éléments originaux du monument qui ne peuvent pas être consolidés ou stabilisés;
- 3° le dégagement et la mise en valeur d'éléments archéologiques qui renforcent les caractéristiques qui ont justifié les mesures de protection;
- 4° la suppression d'ajouts qui altèrent les caractéristiques ayant justifié la protection;
- 5° le surcroît de précautions nécessaires à l'exécution de travaux de restauration;
- 6° le gros œuvre propre à donner une affectation nouvelle au monument;
- 7° la prise en compte des conditions climatiques particulières nécessaires à la conservation d'éléments de valeur du monument;
- 8° les mesures d'amélioration de la performance énergétique à la condition qu'elles soient compatibles avec les intérêts qui ont justifié la protection du monument.

Le Ministre peut préciser la portée des actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er}.

Les frais généraux qui comprennent, notamment, les frais et honoraires de l'auteur de projet, sont forfaitairement calculés au taux de sept pour cent du montant des actes et travaux visés à l'alinéa 1^{er}.

La demande de subvention est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Pour les actes et travaux sur un bien qui relève du patrimoine exceptionnel visé à l'article 20 du Code, le taux de la subvention visé à l'alinéa 1^{er} est porté à soixante-cinq pour cent.

Les taux de subvention visés aux alinéas 1^{er} et 5 sont majorés de dix pour cent du coût des actes et travaux éligibles, lorsque la fonction principale du monument est publique ou si le propriétaire garantit ou améliore la fréquence d'ouverture du bien au public, sur la base d'une convention conclue entre le Ministre et le propriétaire.

Le Ministre peut préciser la portée des actes, travaux, études et honoraires.

Art. R.43-6. Dans les cas visés à l'article R.43-5, alinéa 6, l'arrêté du Ministre accordant la subvention peut préciser les modalités d'ouverture permanente ou intermittente du monument au public.

Art. R.43-7. Lorsque la maintenance se rapporte à un monument classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde et est exécutée par le propriétaire ou, le cas échéant, par tout bénévole agissant avec son accord écrit ou par les services techniques d'un pouvoir public propriétaire, le taux de subvention est de cent pour cent, avec un plafond de dix mille euros TVA comprise.

La subvention porte sur le coût des matériaux, du transport ou des moyens d'exécution.

La demande de subvention est envoyée à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Art. R.43-8. Pour les monuments classés, le taux de subvention des études préalables éventuelles et, le cas échéant, des investigations, en ce compris des travaux de nettoyage ou de dégagement rendus indispensables pour réaliser des études, est de quatre-vingt pour cent du coût T.V.A comprise.

La demande de subvention est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

Art. R.43-9. Les taux minimum des interventions communale et provinciale ne peuvent pas être inférieurs respectivement à un pour cent et quatre pour cent du coût des actes et travaux éligibles.

Le dossier de demande de la subvention régionale contient la demande de la subvention communale et la demande de la subvention provinciale.

Le propriétaire peut solliciter la commune et la province où le bien se situe afin d'obtenir un taux supérieur. Dans ce cas, il en informe l'AWaP lors de l'introduction de sa demande de subvention en transmettant copie des délibérations des collèges des instances concernées.

L'arrêté d'octroi de la subvention régionale contient le pourcentage d'intervention de la commune et celui de la province ou comporte en annexe l'accord relatif à l'octroi de la subvention communale ou de la subvention provinciale. La liquidation de la subvention communale ou de la subvention provinciale s'effectue par la commune ou par la province au propriétaire à l'achèvement des travaux, sur la base du décompte final approuvé par l'AWaP.

Art. R.43-10. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut accorder, dans le cadre d'un appel à projet qu'il définit, une subvention pour des actes et travaux ou la pose d'éléments de mise en lumière de biens classés.

Section 3. — Des actes et travaux d'embellissement extérieur des immeubles bâtis, situés dans un ensemble architectural classé, dans un site classé ou dans une zone de protection, repris pastillés à l'inventaire régional du patrimoine ou inscrits à l'inventaire communal

Art. R.43-11. Pour l'application de la présente section, l'on entend par immeuble, le bâtiment qui présente un ou plusieurs intérêts au sens de l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code et dont les actes et travaux d'embellissement extérieur répondent à des caractéristiques patrimoniales et locales à maintenir ou à restituer.

Art. R.43-12. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut accorder une subvention pour des actes et travaux d'embellissement extérieur des immeubles :

- 1° situés dans un ensemble architectural classé;
- 2° situés dans un site classé;
- 3° situés dans une zone de protection au sens du Code, pour autant que le bâtiment soit visible depuis l'espace public ou accessible au public et qu'il participe à la mise en valeur du bien classé auquel se rapporte la zone de protection;
- 4° repris pastillés à l'inventaire régional du patrimoine;
- 5° inscrits à l'inventaire communal pour autant que le bâtiment soit visible depuis l'espace public ou accessible au public.

Pour les points 3° et 5° visés à l'alinéa premier, l'arrêté de subvention atteste le caractère d'accessibilité du bien.

Art. R.43-13. Sur la base de caractéristiques patrimoniales et locales à maintenir ou à restituer, l'embellissement extérieur visé à l'article R.43-12 consiste, pour les volumes principaux des bâtiments à front de voirie et pour les volumes secondaires à front de voirie, qui jouxtent ou qui s'articulent directement avec le volume principal, en un ou plusieurs des actes et travaux qui suivent :

1° la remise en état des façades et pignons par:

- a) soit la restitution ou la reconstitution de leur structure originelle,
- b) soit le rejointoiement des maçonneries,

- c) soit l'application de badigeon, de peinture, d'enduit ou tout autre parement traditionnel;
- 2° le renouvellement de lucarnes, châssis, menuiseries telles que corniches ou contrevents, de zingueries caractéristiques, dans les façades et pignons;
- 3° le renouvellement de toiture en matériau traditionnel.

Art. R.43-14. La demande de subvention est adressée, par envoi à l'AWaP, au moyen du formulaire arrêté par le Ministre.

L'octroi de la subvention peut être assorti de conditions.

Art. R.43-15. Les actes et travaux doivent être exécutés dans les deux ans à dater de la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Art. R.43-16. Par immeuble, le Ministre peut accorder une subvention dont le montant est fixé à trente pour cent du montant des factures, TVA comprise.

Le montant de la subvention n'excède pas :

- 1° sept mille cinq cents euros pour les immeubles visés à l'article R.43-12, 1° et 2°; ce montant est porté à dix mille euros pour les biens qui relèvent du patrimoine exceptionnel visé à l'article 20 du Code;
- 2° cinq mille euros pour les immeubles visés à l'article R.43-12, 3° à 5°.

Section 4. — Des actes et travaux relatifs au petit patrimoine populaire

Art. R.43-17. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et dans le cadre d'un appel à projet qu'il décide, le Ministre peut accorder, à la commune, une subvention maximale de dix mille euros pour la réalisation d'un recensement du petit patrimoine communal.

§ 2. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut accorder une subvention d'un montant maximal de sept mille cinq cents euros pour des actes et travaux de restauration ou de mise en valeur de biens relevant du petit patrimoine populaire.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre d'appels à projets thématiques définis par le Ministre, le montant maximal de la subvention est porté à quinze mille euros.

§ 3. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut accorder une subvention d'un montant maximal de deux mille cinq cents euros pour toute action collective de mise en valeur et de promotion du petit patrimoine populaire.

§ 4. Le Ministre établit le formulaire de demande des subventions visées aux paragraphes 2 et 3.

Art. R.43-18. La subvention visée à l'article R.43-17 peut être accordée par le Ministre à toute personne, physique ou morale, de droit privé ou de droit public, sur la base d'un dossier d'actes et travaux de mise en valeur et de promotion comprenant les documents qui suivent :

- 1° un plan de situation de l'élément patrimonial qui indique que celui-ci est visible depuis l'espace public ou accessible au public;
- 2° la description de l'élément, accompagnée d'un reportage photographique pertinent permettant de situer l'élément dans son contexte;
- 3° l'indication, détaillée et chiffrée, des actes et travaux ou des actions de mise en valeur et de promotion de l'élément sur la base de devis estimatifs;
- 4° tout renseignement relatif au statut de propriété de l'élément et de gestion ou d'entretien; au cas où le demandeur de la subvention n'est pas propriétaire du bien ou titulaire de droits réels sur le bien, l'autorisation de ce dernier est jointe au dossier, si la subvention demandée porte sur des actes et travaux.

Art. R.43-19. L'arrêté de subvention est adressé, par envoi, au demandeur; les actes et travaux de mise en valeur et de promotion ne peuvent pas débiter avant la réception de l'envoi et sont réalisés dans un délai de douze mois.

La moitié du montant de la subvention est liquidée à la notification de l'arrêté d'octroi de la subvention.

Au terme de l'exécution des actes et travaux de mise en valeur et de promotion, le demandeur adresse, par envoi à l'AWaP, les factures accompagnées de tout document utile permettant de vérifier la réalisation des actes et travaux.

Après un contrôle sur place, le solde du montant de la subvention est liquidé sur la base des factures TVA comprise.

En cas d'utilisation non conforme de la subvention, le montant de l'avance visé à l'alinéa 2 est récupéré à l'initiative de l'AWaP et le droit à la subvention est éteint.

Section 5. — Des accords-cadres

Art. R.44-1. Dans la limite des crédits disponibles à cette fin au budget de la Région wallonne et sur la base de la procédure qu'il arrête, le Ministre peut conclure un accord-cadre avec le propriétaire d'un bien.

L'accord-cadre contient les éléments qui suivent :

- 1° l'identité de chacune des parties;
- 2° la nature, l'importance et le coût des actes et travaux, en ce compris les études et honoraires qui s'y rapportent;
- 3° la durée estimée de la mise en œuvre des actes et travaux;
- 4° les montants de l'intervention globale et annuelle de chacune des parties dans le coût des actes et travaux;
- 5° le calendrier de la mise en œuvre des actes et travaux.

L'accord-cadre peut être renouvelé ou modifié de commun accord entre les parties.

CHAPITRE VIII. — Des métiers du patrimoine

Art. R.51. Le Centre des métiers du patrimoine « La Paix-Dieu » à Amay et le Pôle de la Pierre à Soignies assurent, pour partie, la conservation des savoir-faire et la formation dans les métiers du patrimoine, dans le respect des missions assignées à l'AWaP.

Art. R.52. Le Centre des métiers du patrimoine « La Paix-Dieu » à Amay et le Pôle de la Pierre à Soignies ont pour missions :

- 1° d'organiser et de promouvoir des formations théoriques et pratiques, de courte ou de longue durée, ayant trait aux métiers du patrimoine et aux techniques de conservation, à destination d'un public professionnel;
- 2° d'identifier, en collaboration avec d'autres organismes de formation, les besoins en formation aux métiers du patrimoine émanant du secteur du patrimoine et du secteur de la construction;

3° d'adapter et de mettre en œuvre des programmes pédagogiques et des outils méthodologiques spécifiques relatifs à ces formations, en articulation avec l'offre des autres organismes de formation.

Le Ministre peut préciser les modalités organisationnelles des formations théoriques et pratiques précitées et les modalités de reconnaissance de ces formations conformément aux dispositions réglementaires existantes et en concertation avec le Ministre de la Formation. ».

TITRE 2. — Dispositions modificatives de la partie réglementaire du Code du développement territorial

Art. 2. Dans la partie réglementaire du Code du Développement territorial, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, sont apportées les modifications qui suivent :

1° dans l'article R.IV.1-1, alinéa 2, sont supprimés les mots : ", sauf si ces biens immobiliers sont des éléments du petit patrimoine populaire visés à l'article 187, 13°, du Code wallon du Patrimoine »;

2° dans le même article, est inséré un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit :

« Ne sont pas exonérés du permis d'urbanisme les actes et travaux qui visent la :

1° modification de l'enveloppe d'un bâtiment, d'une construction ou d'une installation, son agrandissement, sa destruction ou sa démolition ainsi que la construction ou la reconstruction d'une véranda ou d'un volume annexe et qui se situent dans une zone de protection;

2° modification de l'enveloppe d'un bâtiment, d'une construction ou d'une installation, son agrandissement, sa destruction ou sa démolition ainsi que la construction ou la reconstruction d'une véranda ou d'un volume annexe d'un bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine;

3° modification de l'enveloppe d'un bâtiment, d'une construction ou d'une installation reprise à l'inventaire communal qui n'est pas visée aux points 1° et 2°, son agrandissement, sa destruction ou sa démolition ainsi que la construction ou la reconstruction d'une véranda ou d'un volume annexe à ce bien qui est visible depuis l'espace public ou accessible au public;

4° modification, la destruction, la démolition ou le déplacement d'un bien immobilier qui relève du petit patrimoine populaire et qui bénéficie ou qui a bénéficié de l'intervention financière de la Région. »;

3° dans l'article R.IV.4-11, les points 1° et 2° sont remplacés comme suit :

« 1° les biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement au titre de site au sens du Code wallon du Patrimoine ou faisant l'objet de mesures équivalentes en région de langue allemande;

2° les zones de protection au sens du Code wallon du Patrimoine ou les zones équivalentes établies en région de langue allemande; »;

4° dans l'article R.IV.35-1, le tableau est complété comme suit :

Situation/Spécificité du projet	Actes et travaux	Consultations obligatoires
Patrimoine bâti et non bâti	Actes et travaux relatifs à un bien classé, inscrit sur la liste de sauvegarde ou soumis provisoirement aux effets du classement.	Pour la région de langue française : Agence wallonne du patrimoine (avis conforme selon COPAT) Commission royale des monuments, sites et fouilles
	Actes et travaux relatifs à un bien : - situé dans une zone de protection - repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine - visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXème siècle	Pour la région de langue française : Agence wallonne du patrimoine Commission royale des monuments, sites et fouilles
	Actes et travaux relatifs à un bien : - relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région, - repris à l'inventaire communal, - visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien; Actes et travaux relatifs à un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare.	Pour la région de langue française : Agence wallonne du patrimoine

5° dans l'article R.IV.40-1, § 1^{er}, le point 6° est remplacé comme suit :

« 6° la construction, la reconstruction ou la transformation d'un bien inscrit sur la liste de sauvegarde, classé, situé dans une zone de protection ou visé à la carte archéologique, au sens du Code wallon du Patrimoine; »;

6° dans l'article R.V.1-5, les mots « localisés dans un site repris à l'inventaire du patrimoine archéologique » sont remplacés par les mots :

« visés à la carte archéologique, au sens du Code wallon du Patrimoine, »;

7° dans l'article R.VII.3-1, alinéa 1^{er}, 2°, les mots « les fonctionnaires et agents de la Division du Patrimoine de la DGO4 » sont remplacés par les mots :

« les fonctionnaires et agents de l'Agence wallonne du patrimoine »;

8° dans le même article l'alinéa 2 est remplacé comme suit :

« Les agents constatateurs visés à l'alinéa 1^{er}, 2°, sont compétents pour, sur le territoire de la région de langue française, rechercher et constater les infractions relatives à des biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, soumis provisoirement aux effets du classement, situés dans une zone de protection ou visés à la carte archéologique, au sens du Code wallon du Patrimoine. »;

9° l'article R.VII.19-2. est remplacé comme suit :

« Art. R.VII.19-2. Pour la région de langue française, le montant des amendes transactionnelles visées à l'article R.VII.19-1 est doublé lorsque les actes et travaux se rapportent à des biens classés, inscrits sur la liste de sauvegarde, soumis provisoirement aux effets du classement, situés dans une zone de protection ou visés à la carte archéologique, au sens du Code wallon du Patrimoine. ».

Art. 3. Dans le cadre « Situation juridique du bien » « Autres caractéristiques du bien » des annexes 4 et 10, les points

«

- Site - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde - classé - soumis provisoirement aux effets du classement - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel en vertu du Code wallon du Patrimoine... ou soumis à des mesures similaires en région de langue allemande.....
- Bien situé dans une zone de protection - repris à l'inventaire du patrimoine archéologique - en vertu du Code wallon du Patrimoine... » sont supprimés et sont insérés, après le cadre « Autres caractéristiques du bien », les deux cadres qui suivent :

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- zone de protection
- bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- bien repris à l'inventaire communal
- bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Pour la région de langue allemande, en vertu du décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles

- bien provisoirement ou définitivement classé
- bien situé dans une zone de protection d'un bien provisoirement ou définitivement classé

Art. 4. Dans le cadre « Situation juridique du bien » des annexes 5, 6, 7, 8, 9, 11 et 15, après le cadre « Liste des documents du CoDT qui s'appliquent au bien et précision du zonage », est inséré le cadre qui suit :

Pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine

- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - classé
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - soumis provisoirement aux effets du classement
- site - site archéologique - monument - ensemble architectural - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel
- zone de protection
- bien repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine
- bien relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région
- bien repris à l'inventaire communal
- bien visé à la carte archéologique pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle
- bien visé à la carte archéologique, pour autant que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien
- bien visé par un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare

Art. 5. Dans les annexes 12 et 13, les tirets

«

- à un site - monument - ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde - classé - soumis provisoirement aux effets du classement en vertu de l'article 208 du Code wallon du patrimoine - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel visée à l'article 187,12° du Code wallon du Patrimoine;

- à un bien immobilier situé dans une zone de protection - repris à l'inventaire du patrimoine archéologique - en vertu du Code wallon du Patrimoine... » sont remplacés par les tirets qui suivent :

«

- pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine, à un site - un site archéologique - un monument - un ensemble architectural - inscrit sur la liste de sauvegarde - classé - soumis provisoirement aux effets du classement - figurant sur la liste du patrimoine immobilier exceptionnel;

- pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine, à un bien immobilier-situé dans une zone de protection - repris pastillé à l'inventaire régional du patrimoine - relevant du petit patrimoine populaire qui bénéficie ou a bénéficié de l'intervention financière de la Région - repris à l'inventaire communal - visé à la carte archéologique et que les actes et travaux projetés impliquent une modification de la structure portante d'un bâtiment antérieur au XXe siècle - visé à la carte archéologique et que les actes et travaux projetés impliquent une modification du sol ou du sous-sol du bien -;

- pour la région de langue française, en application du Code wallon du Patrimoine, à un projet dont la superficie de construction et d'aménagement des abords est égale ou supérieure à un hectare; ».

TITRE 3. — Dispositions transitoires et finales

Art. 6. L'arrêté du Gouvernement wallon du 22 septembre 2016 reprenant les listes énumérant les biens classés sur lesquels l'Institut du Patrimoine wallon exerce sa mission de gestion et de valorisation et fixant la liste des biens classés qui relèvent du domaine la Région wallonne et dont le Gouvernement assure la valorisation reste d'application jusqu'à l'entrée en vigueur de nouvelles listes adoptées sur la base du Code wallon du Patrimoine.

Art. 7. La liste des biens relevant du petit patrimoine populaire visé à l'article R.11.2. comprend au moins les biens ayant bénéficié de l'intervention financière de la Région wallonne à partir du 1^{er} janvier 2010.

Art. 8. L'arrêté de Gouvernement wallon du 10 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions pour la restauration du Petit Patrimoine Populaire Wallon, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 13 décembre 2001 et 22 avril 2010, est abrogé.

Art. 9. Entrent en vigueur le 1^{er} juin 2019 :

1° le décret du 26 avril 2018 relatif au Code wallon du Patrimoine;

2° le présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 31 janvier 2019.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/201068]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Waalse Regering tot gedeeltelijke uitvoering van het Waalse Erfgoedwetboek

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Erfgoedwetboek bedoeld in het decreet van 26 april 2018, inzonderheid op de artikelen 8, 11 tot 18, 22 à 25, 27, 34, 40, 43 en 44;

Gelet op artikel 26 van het decreet van 26 april 2018 betreffende het Waalse Erfgoedwetboek;

Gelet op artikel D.IV.1, § 2, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, ingevoegd bij het decreet van 26 april 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 tot toekenning van toelagen voor de restauratie van het klein volkspatrimonium van Wallonië;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 juli 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 juli 2018;

Gelet op het rapport van 19 juli 2018 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 26 september 2018;

Gelet op het advies 64.541/4 van de Raad van State, gegeven op 19 december 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Koninklijke Commissie van Monumenten, Landschappen en Opgravingen, gegeven op 26 september 2018;

Op de voordracht van de Minister van Erfgoed;

Na beraadslaging,

Besluit:

TITEL 1. — Wijzigingsbepalingen van het reglementair deel van het Waalse Erfgoedwetboek

Artikel 1. De artikelen 477 tot 480 en 505 tot 529 van het Waalse Erfgoedwetboek worden vervangen als volgt:

"HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Art. R.0. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Wetboek: het Waalse Erfgoedwetboek;

2° Minister: de Minister die bevoegd is voor Erfgoed;

3° AWaP: het "Agence wallonne du Patrimoine" (Waals Erfgoedagentschap), geplaatst onder de verantwoordelijkheid van een inspecteur-generaal;

4° de afgevaardigde van de inspecteur-generaal van het AWaP: het personeelslid dat de inspecteur-generaal overdraagt voor de uitvoering van één of meerdere bepalingen bedoeld in dit besluit;

5° voorafgaande onderzoeken: de wetenschappelijke en technische onderzoeken die nodig zijn voor de uitvoering van ieder instandhoudings- of herstelproject en die worden ingevoerd in een door het AWaP beheerd documentatiefonds;

6° archeologische kaart: omtrekken die ieder geheel van al dan niet bebouwde onroerende goederen omvatten, die geheel of gedeeltelijk het voorwerp hebben uitgemaakt van een ontdekking van een of meerdere archeologische goederen of waarvan is vastgesteld dat zij archeologische goederen hebben verborgen, verbergen of vermoedelijk verbergen.

HOOFDSTUK II. — *Werelderfgoed*

Art. R.8-1. De inhoud van het beheersplan van een goed opgenomen op de lijst van het werelderfgoed of voorgesteld voor opname op de lijst van het werelderfgoed, wordt door de Minister bepaald. Het beheersplan bevat elementen betreffende de burgerparticipatie, de opleiding, de culturele en toeristische valorisatie, de sensibilisering van het publiek en de communicatie, het wetenschappelijk onderzoek en de internationale samenwerking die daarop betrekking hebben.

De Minister bepaalt de samenstelling, de opdrachten en de werking van het beheerscomité, het stuurcomité en het wetenschappelijk comité betreffende elk beheersplan.

HOOFDSTUK II. — *Gewestelijke inventaris van het erfgoed, gemeentelijke inventarissen en archeologische kaart**Afdeling 1. — Gewestelijke inventaris van het erfgoed*

Art. R.11-1. De lijst van de categorieën goederen die tot het klein volkspatrimonium behoren, wordt door de Minister vastgesteld of bijgewerkt.

Art. R.11-2. De Minister maakt de inventaris van het onroerend cultureel erfgoed en de lijst van de goederen die tot het klein volkspatrimonium behoren en die in aanmerking komen of zijn gekomen voor de financiële tegemoetkoming van het Gewest bekend op de cartografische portaalsite van het DGO4 en onder verwijzing in het *Belgisch Staatsblad*.

Op voorstel van het AWaP werkt de Minister de inventaris en de lijst op basis van de door de Regering vastgestelde erkennings-, bescherming- en opwaarderingsmodaliteiten bij.

Afdeling 2. — Gemeentelijke inventarissen

Art. R.12-1. § 1. Het gemeentecollege of de gemeentecommissie maakt op methodologische basis vastgesteld door de Minister het ontwerp van gemeentelijke inventaris op en vraagt daartoe de begeleiding van het AWaP.

§ 2. De gemeenteraad neemt het ontwerp van inventaris voorlopig aan.

De gemeenteraad legt het ontwerp van inventaris of van bijwerking van de inventaris ter advies voor aan de gemeentelijke commissie en aan de personen en instanties die hij nodig acht te raadplegen.

Het advies wordt binnen de vijftien dagen na de zending van het verzoek van de gemeenteraad overgemaakt. Bij gebrek aan zending van het advies van de voorgeschreven termijn kan de procedure betreffende de aanneming of de bijwerking van de inventaris voortgezet worden.

§ 3. Behalve voor de goederen die tot het klein volkspatrimonium behoren en die in aanmerking komen of zijn gekomen voor de financiële tegemoetkoming van het Gewest, gaat de gemeentecollege tot een openbaar onderzoek dat dertig dagen duurt, over, en informeert hij bij zending de eigenaar(s) van de betrokken goederen.

Het ontwerp ligt op werkdagen en minstens één keer in de week tot 20 uur, of op zaterdagmorgen ter inzage in het gemeentehuis.

Het openbaar onderzoek wordt door aanplakking op het gemeentehuis aangekondigd en op de website van de gemeente bekendgemaakt.

Het advies vermeldt het doel van het onderzoek en bepaalt dat het dossier ingezien kan worden in het gemeentehuis.

Het openbare onderzoek wordt opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

Vóór het verstrijken van het openbaar onderzoek kan ieder bezwaarindienaar zijn opmerking bij zending aan het college richten en, in voorkomend geval, zijn verzet kenbaar maken.

Binnen vijftien dagen na het einde van de termijn van het openbaar onderzoek houdt het gemeentecollege of een lid ervan dat daartoe gemachtigd is, een openbare zitting waar eenieder die het wenst gehoord kan worden.

Aan het einde van die zitting wordt een proces-verbaal opgesteld waarbij het openbaar onderzoek gesloten wordt.

Art. R.12-3. De gemeenteraad:

1° neemt de inventaris definitief aan binnen negentig dagen na het proces-verbaal van het openbaar onderzoek;

2° stuurt het dossier dat de adviezen van de geraadpleegde personen en instanties, de opmerkingen of bezwaren geopperd tijdens het openbaar onderzoek, het proces-verbaal ter afsluiting van het openbaar onderzoek en de genomen beslissing omvat, binnen vijftien dagen na zijn beslissing aan het AWaP.

3° stelt de eigenaars van de betrokken goederen, behalve voor de goederen die onder tot klein volkspatrimonium behoren en die in aanmerking komen of zijn gekomen voor de financiële tegemoetkoming van het Gewest, in kennis van zijn beslissing.

Art. R.12-4. Behalve voor de goederen die tot het klein volkspatrimonium behoren en die in aanmerking komen of zijn gekomen voor de financiële tegemoetkoming van het Gewest, kan iedere eigenaar van een door het ontwerp betrokken goed een beroep tegen de genomen beslissing betreffende het goed op basis van patrimoniale overwegingen bij zending aan de gemeenteraad richten binnen vijftien dagen na ontvangst van de beslissing tot definitieve aanneming door de gemeenteraad. De eigenaar zendt tegelijk een afschrift van het beroep aan het AWaP.

De gemeenteraad beslist over ieder beroep bedoeld in het eerste lid binnen vijftien dagen na ontvangst van het beroep en licht het AWaP daarover binnen vijf dagen in.

Art. R.12-5. Binnen honderd twintig dagen na ontvangst van de in artikel R.12-3, 1°, bedoelde beslissing van de gemeenteraad zendt het AWaP het volledige dossier van de inventaris samen met zijn advies en het voorstel van beslissing aan de Minister.

Binnen dertig dagen na ontvangst van de inventaris door het AWaP wordt de Minister op basis van de elementen van het dossier goedgekeurd of geweigerd.

Art. R.12-6. Het AWaP maakt de gemeentelijke inventarissen op de cartografische portaalsite van het DGO4 en, onder verwijzing, in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. R.12-7. De gemeenteraad gaat tot de bijwerking van de inventaris op basis van de in de artikelen R.12-1 en volgende bedoelde bepalingen over.

In afwijking daarvan kan de Minister een gesimplificeerde procedure voor de bijwerking van de gemeentelijke inventarissen vaststellen voor zover ze op een beperkt aantal goederen ten opzichte van de gemeentelijke inventaris betrekking heeft. De gesimplificeerde procedure omvat de informatie van de eigenaars van de bij de bijwerking betrokken goederen.

Art. R.12-8. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest kan de Minister een maximale subsidie van tien duizend euro per gemeente toekennen voor de opmaking van het geheel of een gedeelte van de gemeentelijke inventaris.

De vereffening van de subsidie gebeurt als volgt:

1° zestig procent van de subsidie bij de zending van het besluit tot toekenning van de subsidie en voor zover de desbetreffende schuldvorderingverklaring binnen een termijn van zestig dagen te rekenen van de zending van het besluit tot toekenning van de subsidie ingediend wordt;

2° veertig procent van de subsidie op overlegging van de desbetreffende bewijsstukken van de door de gemeente gedane uitgaven.

Afdeling 3. — Archeologische kaart

Art. R.13-1. De Minister maakt de archeologische kaart op de cartografische portaalsite van het DGO4 en, onder verwijzing, in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister kan de methodologie en de modaliteiten van de bijwerking van de kaart vastleggen.

Art. R.14-1. De Minister bepaalt het formulier voor de aanvraag van de archeologische informatie dat bij het AWaP aangevraagd moet worden, de vorm en inhoud van de bij aanvraag te voegen documenten en de vorm van de door het AWaP verzonden informatie.

De informatie kan bij iedere eigenaar of houder van een zakelijk recht van een goed bedoeld in de archeologische kaart aangevraagd worden.

De informatie bepaalt of het goed geheel of gedeeltelijk het voorwerp heeft uitgemaakt van een ontdekking van één of meerdere archeologische goederen of waarvan is vastgesteld dat het archeologische goederen heeft verborgen, verbergt of vermoedelijk verbergt. In voorkomend geval vermeldt de informatie de plaats en de aard van archeologische goederen in de grond of buiten de grond.

HOOFDSTUK IV. — *Bescherming van het erfgoed*

Afdeling 1. — Beschermingslijst

Art. R.15-1. De in artikel 15, § 1, 6°, van het Wetboek bedoelde groepen, verenigingen of organisaties hebben als doel of doelstelling, blijkend uit hun statuten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, de instandhouding van het erfgoed.

Art. R.15-2. De Minister legt iedere opneming van een goed op de beschermingslijst vast en maakt het opnemingsbesluit op de cartografische portaalsite van het DGO4 en in het *Belgisch Staatsblad*.

Afdeling 2. — Bescherming

Art. R.16. De in artikel 16, tweede lid, 6°, van het Wetboek bedoelde groepen, verenigingen of organisaties hebben als doel of doelstelling, blijkend uit hun statuten bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, de instandhouding van het erfgoed.

Art. R.17. Op basis van een dossier dat op initiatief van één of meerdere personen bedoeld in artikel 16, tweede lid, 6°, van het Wetboek samengesteld is en dat het patrimoniale belang van het of de betrokken goederen als monument, architecturaal geheel, site of archeologische site, legt de Minister elk ontwerp van bescherming van een goed vast en maakt hij het ontwerp op de cartografische portaalsite van het DGO4 en in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

Art. R.18. De Minister legt de bescherming van het goed vast en maakt het beschermingsbesluit op de cartografische portaalsite van het DGO4 en in het *Belgisch Staatsblad* bekend.

Art. R.22-1. De Minister kan aan ieder beschermingsontwerp of -besluit één of meerdere voorwaarden verbinden met betrekking tot ieder gebruik of ieder activiteit, zelfs tijdelijk, die één of meerdere van de elementen die het ontwerp of het besluit hebben gerechtvaardigd, kunnen wijzigen.

Ieder gebruik bedoeld in het eerste lid vereist de schriftelijke voorafgaande machtiging van de inspecteur-generaal van het AWaP of van diens afgevaardigde.

De Minister kan de vorm, de inhoud en de modaliteiten voor de behandeling van de machtigingsaanvraag vastleggen.

Afdeling 3. — Schilden en borden

Art. R.24-1. Iedere eigenaar van een beschermd goed dient het aanbrengen van een kenmerk op het goed of in de directe omgeving ervan toe te laten.

Art. R. 24-2. Het kenmerk bestaat uit een bord van 0,10 m op 0,15 m in de vorm van een naar beneden gericht schild, gekwartierd in een koningsblauw en wit schuinkruis (een schild dat bestaat uit een koningsblauw vierkant waarvan één van de hoeken in de punt van het schild past en uit een koningsblauwe driehoek boven het vierkant, waarbij beide aan weerskanten een witte driehoek afbakenen) en geeft, in het wit, het embleem van het Waalse Gewest in het vierkant weer, omringd door de woorden " Région wallonne " en " Bien classé ".

Het kenmerk wordt geïsoleerd gebruikt of drie keer herhaald in de vorm van een driehoek (één teken naar beneden).

Art. R.243. Het kenmerk wordt door het AWaP op de meest zichtbare plaats aangebracht en zodanig dat het beschermd onroerend goed niet beschadigt.

Art. R.24-4. De eigenaar wordt van de datum van het aanbrengen van het kenmerk verwittigd.

Een afgevaardigde van de inspecteur-generaal van het AWaP is aanwezig wanneer het kenmerk aangebracht wordt.

HOOFDSTUK V. — *Handelingen en werken op de beschermde goederen of goederen vallend onder de gevolgen van de bescherming*

Afdeling 1. — Aangifte van de geplande handelingen en werken

Art. R.25-1. De in artikel 25 van het Wetboek bedoelde aangifte wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

De aangifte bepaalt of de handelingen en werken verband houden met ofwel de instandhouding van het goed, ofwel met zijn dringende bewaring en bevat minstens:

1° de identificatie van het goed;

2° de personalia van de aanvrager of van de eigenaar;

3° een omschrijving van de handelingen en werken die gepland worden of, in voorkomend geval, die dringend worden uitgevoerd;

4° een fotoreportage om de geplande handelingen en werken in hun context te plaatsen.

Afdeling 2.- Erfgoedfiche

Art. R.27-1. Onverminderd artikel 27 van het Wetboek kan de Minister op eigen initiatief of op verzoek van de eigenaar de uitwerking van de fiche of de herziening ervan beslissen.

In het kader van artikel 27, § 2, van het Wetboek wordt de fiche uiterlijk voor de eerste vergadering m.b.t. het erfgoed uitgewerkt.

De Minister bepaalt de modaliteiten voor de uitwerking, de vorm en de inhoud van de erfgoedfiche.

Op voorstel van het AWaP bekrachtigt de Minister de fiche of de herziening ervan.

Het AWaP zendt de bekrachtigde fiche of de herziening ervan aan de eigenaar.

HOOFDSTUK VI. — *Archeologisch erfgoed*

Afdeling 1. — Archeologische peilingen en opgravingen

Art. R.34-1. De aanvraag tot machtiging om over te gaan tot archeologische peilingen of opgravingen wordt bij zending aan de inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde gericht.

De aanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier gericht.

Art. R.34-2. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een machtiging van peilingen of opgravingen, bevat ze:

1° de naam en het adres van de aanvrager(s);

2° de ligging van de geplande werken met uittreksels van kaarten op schaal 1/10 000e en van het kadastraal plan;

3° de voor de werken bepaalde data (begin en einde);

4° de motivering van het wetenschappelijk belang van de peilingen of opgravingen;

5° de voorstelling van de bevoegdheden van de verantwoordelijken en de omschrijving van de beschikbare menselijke en technische middelen;

6° een omschrijving van de modaliteiten voor de organisatie van de werf met name het veiligheidsplan;

7° een omschrijving van de maatregelen voorzien voor het herstel van het terrein en de eventuele instandhouding van de overblijfsels;

8° het bewijs van een akkoord met de eigenaar van de site betreffende het verloop van de werken en het herstel van het terrein;

9° het bewijs van een akkoord met de eigenaar van de site betreffende de devolutie van de archeologische goederen en de inbewaaring ervan;

10° de verbintenis om de archeologische goederen in een erkend depot te verenigen;

11° de verbintenis om regelmatige verslagen op te maken over de vorderingstaat van de werken en een eindverslag in te leveren binnen een bepaalde termijn;

12° in voorkomend geval, een afschrift van het besluit tot bescherming van het monument, van het architecturaal geheel, van de site of van de archeologische site met lokalisatie op het kadastruittreksel.

Wat punt 11° betreft en in het kader van een aanvraag voor de verlenging van de machtiging maakt een voorlopig verslag gewag van de stand van vordering van de onderzoeken en bepaalt bedoeld verslag of de voor de afgelopen periode geplande werken uitgevoerd zijn en vermeldt het de behaalde resultaten. Het verslag rechtvaardigt iedere wijziging gebonden aan de bevoegdheden van de verantwoordelijken en omschrijft de beschikbare menselijke en technische middelen.

Art. R.34-3. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag richt de inspecteur-generaal of diens afgevaardigde, indien bedoelde aanvraag onvolledig is, een overzicht van de ontbrekende stukken en de termijn waarin deze stukken aan het AWaP overgemaakt moeten worden, bij zending aan de aanvrager.

Art. R.34-4. § 1. Binnen vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag richt het AWaP de aanvrager een bericht van ontvangst dat bepaalt dat de aanvraag volledig is. Een afschrift van de volledige aanvraag wordt door het AWaP voor informatie gestuurd aan het gemeentecollege, aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed.

§ 2. Binnen dezelfde termijn bedoeld in het eerste lid wint het AWaP het advies in van de Commissie.

De Commissie zendt haar advies binnen dertig dagen na de zending van de adviesaanvraag; bij gebrek aan zending van het advies binnen de voorgeschreven termijn wordt de procedure voortgezet.

§ 3. Binnen negentig dagen te rekenen van het bericht van ontvangst beslist de inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde over de machtigingsaanvraag vergezeld, in voorkomend geval, van bijzondere voorwaarden. De beslissing wordt aan de aanvrager gezonden. Een afschrift van de zending wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentecollege, aan de Commissie en aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed gericht.

Art. R.34-5. De houder van een opgravingsmachtiging moet het AWaP in kennis stellen van de datum van het begin van de werf, en binnen vijftien dagen wanneer er zich iedere belangrijke wijziging van de opgravingsvoorwaarden voordoet, van met name iedere verandering van verantwoordelijke voor de werf, de vermindering van de beschikbare menselijke en technische middelen, de verlenging van de werken, de ontdekking van overblijfsels van een andere aard dan welke die voorgelegd was in de machtigingsaanvraag voor opgravingen, de wijziging van de projecten betreffende het herstel van het terrein of de instandhouding van de overblijfsels.

Art. R.34-6. § 1. De beslissing tot schorsing van de opgravingsmachtiging wordt door de inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde aan de houder ervan gezonden. Een afschrift van de zending wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentecollege, aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed gericht.

Tegelijkertijd wint het AWaP het advies van de Commissie in over de eventuele intrekking van de opgravingsmachtiging. De Commissie maakt haar advies binnen de dertig dagen na verzending van de adviesaanvraag over. Bij gebrek aan zending van advies binnen de voorgeschreven termijn kan de procedure voortgezet worden.

§ 2. Na ontvangst van de beslissing tot schorsing mogen de houder van de machtiging, zijn personeelsleden of aangestelden geen archeologische verrichtingen meer uitvoeren op het goed. De onderhoudsverrichtingen die onontbeerlijk zijn om de veiligheid en de bescherming van de overblijfsels te waarborgen, mogen wel voortgezet worden.

§ 3. Binnen dertig dagen na ontvangst van de kennisgeving van de beslissing tot schorsing kunnen de houder van de machtiging, de eigenaar en de gebruiker van het goed een beroep instellen bij de Minister bevoegd voor Erfgoed. Het beroep wordt bij zending aan het AWaP gericht. De aanvrager, de eigenaar of de gebruiker van het goed kunnen verzoeken om tijdens de beroepsprocedure gehoord te worden. Er wordt een proces-verbaal van verhoor opgemaakt

Binnen negentig dagen na ontvangst van het beroep zendt de Minister zijn beslissing over de handhaving of de intrekking van de machtiging of over de wijziging van de machtigingsvoorwaarden.

In geval van intrekking van de opgravingsmachtiging bepaalt de beslissing de modaliteiten voor het herstel van het terrein. Een afschrift van de beslissing wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentecollege, aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed.

§ 4. Binnen een termijn van negentig dagen te rekenen van de beslissing tot schorsing van de opgravingsmachtiging door de inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde en bij gebrek aan beroep ingediend binnen de in § 3 bedoelde termijn, zendt de Minister zijn beslissing over de handhaving of de intrekking van de machtiging of over de wijziging van de machtigingsvoorwaarden aan de houder van de machtiging. Een afschrift van de kennisgeving wordt voor informatie gestuurd aan het gemeentecollege, aan de eigenaar en, in voorkomend geval, aan de gebruiker van het goed.

Art. R.34-7. § 1. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een opsporingsactiviteit die de wijziging van de bodem of de verwijdering van voorwerpen met behulp van een metaaldetector impliceert, bevat de aanvraag:

- 1° de naam, voornaam, geboortedatum van de aanvrager;
- 2° het soort metaaldetector waarvoor de machtiging wordt aangevraagd;
- 3° de motivering van de aanvraag;
- 4° het bewijs van de deelname aan een door het AWaP georganiseerde informatievergadering.

§ 2. De aanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van de volledige aanvraag richt het AWaP de aanvrager een bericht van ontvangst dat bepaalt dat de aanvraag volledig is en wint het advies van de Commissie in. De Commissie maakt haar advies binnen de dertig dagen na verzending van de adviesaanvraag over. Bij gebrek aan zending van advies binnen de voorgeschreven termijnen kan de procedure voortgezet worden.

Binnen de volgende vijftien dagen beslist de inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde over de machtigingsaanvraag vergezeld, in voorkomend geval, van bijzondere voorwaarden. Er mag geen machtiging worden verleend aan een aanvrager die op de datum van de aanvraag jonger is dan 18 jaar.

De met redenen omklede beslissing wordt bij zending aan de aanvrager gericht. Deze beslissing is voor twaalf maanden na de afgifte van de machtiging geldig.

§ 3. Minstens drie werkdagen vóór elke activiteit dient de houder van de machtiging het AWaP aan de hand van het door haar vastgesteld formulier in te lichten.

§ 4. Binnen vijftien dagen na de ontdekking geeft de houder van de machtiging bedoelde ontdekking aan de hand van het door het AWaP vastgesteld formulier aan.

§ 5. De bewaarder van het ontdekte voorwerp, of het nu de gebruiker van de detector of de eigenaar van het terrein is, garandeert de toegang ervan aan het AWaP en de onderzoekers.

De eigenaar van de ontdekte voorwerpen deponereert ze in een door de Franse Gemeenschap van België erkend museum of in een door de AWaP erkend depot.

§ 6. Het is de houder van de machtiging verboden:

- 1° zijn activiteit uit te oefenen op de beschermde goederen en de archeologische sites die in de archeologische kaart bedoeld zijn;
- 2° zijn activiteit uit te oefenen op een site waarin er tot archeologische opgravingen of peilingen wordt overgegaan, behalve voorafgaande instemming van de inspecteur-generaal of diens afgevaardigde;
- 3° een ontdekt voorwerp te verkopen;
- 4° een ontdekt voorwerp buiten het grondgebied van het Waalse Gewest te brengen.

Afdeling 2. — Depots van archeologische goederen

Art. R.34-8. De erkenning als depot van archeologische goederen wordt door de inspecteur-generaal van het AWaP toegekend. De aanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

Art. R.34-9. § 1. De verschillende categorieën archeologische goederen waarvoor de erkenning kan worden gevraagd, zijn de volgende :

- 1° de metalen;
- 2° de organische stoffen, met name, hout, leder, textiel, mandenwerk, papier, amber, been, ivoor, hertshoorn;
- 3° de geleverde pleisterlagen, de stenen voorwerpen, de polychromatische terracottavorwerpen en de voorwerpen van onbewerkte en ruwe steen;
- 4° ieder ander archeologisch goed dat niet bedoeld is in de punten 1 tot 3.

§ 2. De voor alle depots gemene erkenningsvoorwaarden zijn de volgende :

- 1° de aanvrager moet ofwel eigenaar zijn van het(de) gebouw(en) dat (die) als depot dient(en), ofwel houder zijn van zakelijke rechten op ieder gebouw dat als depot dient, of huurder zijn die een huurovereenkomst kan aantonen voor de duur van de toekenning van de erkenning;
- 2° de lokalen die als depot dienen, moeten niet lijden aan waterinfiltratie noch aan besmetting door insecten of door houtzwammen zoals huiszwam of coniofhora;
- 3° de lokalen die als depot dienen zijn voorzien van een met de vigerende normen overeenstemmende elektrische installatie en met een verwarmingssysteem dat een klimatische stabiliteit van de lokalen waarborgt;
- 4° de lokalen die als depot dienen bevatten geen ontvlambare, ontplofbare of corrosieve producten;
- 5° de toegangswegen van ieder gebouw dat als depot dient, worden tegen vandalisme of diefstal beveiligd;
- 6° de archeologische goederen moeten tegen regen, vorst en overstromingen bewaard worden en worden niet blootgesteld aan dagelijkse schommelingen in de relatieve vochtigheid hoger dan vijf procent;
- 7° de archeologische goederen worden niet blootgesteld aan schokken of regelmatige trillingen, met name door de nabijheid van een spoorweg of van een weg met zwaar verkeer;

8° de archeologische goederen worden opgenomen in een inventaris;

9° de archeologische goederen moeten voorzien zijn van een merk of etiket om hun oorsprong terug te vinden zonder dat de eventuele etiketten rechtstreeks op de voorwerpen worden geplakt;

10° de archeologische goederen worden zodanig verpakt en opgeslagen dat elke fysieke schade, met name door wrijving of verplettering, wordt voorkomen, en worden beschermd tegen stof en met behulp van chemisch neutrale en stabiele materialen;

11° het depot omvat een archiveringsplaats voor de documentatie over de opgravingen gevoegd bij de archeologische goederen;

12° het depot omvat een aangepast en voor de vorsers beschikbare werkruimte;

13° de eigenaar of de houder van zakelijke rechten moet de intekening op een verzekering bevestigen, die door de Minister als voldoende wordt beschouwd om de schade te dekken, die het depot zou kunnen ondergaan wegens risico's zoals brand, bliksem, ontploffingen en weer en wind.

4° de archeologische goederen worden niet blootgesteld aan dagelijkse thermische verschillen van meer dan 5° C;

15° het depot moet voorzien zijn van een meetuitrusting om de temperatuur en het percentage van de relatieve vochtigheid en haar veranderingen te controleren.

§ 3. De aanvullende erkenningsvoorwaarden voor het depot van de in § 1 bedoelde archeologische goederen zijn de volgende :

1° de metalen archeologische goederen moeten niet rechtstreeks in contact zijn met andere metalen;

2° de metalen archeologische goederen moeten niet verpakt worden met verpakkingsmaterialen die organische zuren, chloor of zwavel zouden kunnen vrijmaken, zoals hout, karton, papier, polyvinylchloride, watten, wol;

3° er mag geen polyvinylchloride, zelfs in kleine hoeveelheid, worden gebruikt in het depot;

5° de temperatuur in het depot mag niet hoger zijn dan 25° C en niet lager dan 16° C;

5° de ijzeren archeologische goederen worden opgeslagen bij een relatieve vochtigheid gelijk aan of kleiner dan 30 % .

7° de non-ferrometalen worden bij een relatieve vochtigheid van minder dan 35 % opgeslagen.

§ 4. De aanvullende erkenningsvoorwaarden voor het depot van de in § 2° bedoelde archeologische goederen zijn de volgende :

1° de voorwerpen in organische stoffen moeten bewaard worden bij een temperatuur inbegrepen tussen 16° C en 22° C;

2° de voorwerpen in van water doordrenkte organische stoffen worden voorlopig onder water en beschut tegen het licht bewaard tussen hun ontdekking en hun behandeling van bewaring-restauratie;

4° de voorwerpen in organische stoffen die niet van water doordrenkt zijn, worden bewaard bij een relatief vochtigheidspercentage tussen 45 en 60 % .

§ 5. De aanvullende erkenningsvoorwaarden voor het depot van de in § 3° bedoelde archeologische goederen zijn de volgende:

1° de archeologische goederen worden bewaard bij een relatief vochtigheidspercentage tussen 45 en 60 % ;

2° de archeologische goederen worden bewaard bij een temperatuur inbegrepen tussen 16° C en 24° C.

Art. R.34-10. § 1. De erkenningsaanvraag vermeldt minstens:

1° de naam, het adres en het rechtsstatuut van de aanvrager;

2° het adres van ieder gebouw bestemd voor het depot;

3° voor elk gebouw, de naam en het adres van de voor het depot verantwoordelijke persoon, zijn toegankelijkheidsvoorwaarden en een beknopte beschrijving van de archeologische goederen die het bevat;

4° de categorieën archeologische goederen waarvoor de erkenningsaanvraag wordt opgemaakt;

5° als de aanvrager een vereniging zonder winstoogmerk is, gaat de aanvraag vergezeld van een afschrift van de in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakte statuten van de vereniging. Deze moeten de bepalingen vermelden, die voorzien zijn voor het beheer van het depot in geval van ontbinding van de vereniging.

§ 2. Een bezichtiging van de plaatsen waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, wordt georganiseerd op initiatief van het AWaP binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag en dit in aanwezigheid van het AWaP en van de aanvrager. Tijdens deze bezichtiging worden alle erkenningsvoorwaarden nagegaan en wordt de aanvrager erom verzocht om alle opmerkingen die hij nodig acht, uit te drukken. Deze worden vermeld in de notulen van de bezichtiging.

§ 3. De inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde beslist over de erkenningsaanvraag binnen dertig dagen te rekenen de bezichtiging van de plaatsen. De beslissing wordt binnen tien dagen bij zending aan de aanvrager betekend.

§ 4. De aanvrager kan een beroep instellen bij de Minister binnen zestig dagen na ontvangst van de kennisgeving. Het beroep wordt bij zending aan het AWaP gericht. De Minister stuurt de aanvrager zijn beslissing binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

§ 5. De toegekende erkenning is geldig voor een periode van vijf jaar te rekenen van de kennisgeving. Zes maanden voor het verstrijken van de termijn kan een aanvraag tot verlenging van de erkenning bij zending aan het AWaP gericht worden overeenkomstig de in dit artikel bedoelde modaliteiten. De procedure m.b.t. de verlenging van de erkenning volgt de in dit artikel omschreven procedure.

§ 6. De houder van de erkenning deelt een inventaris van de archeologische goederen die hij in opslag bewaart, aan het AWaP mede, en vermeldt minstens de categorieën archeologische goederen, de eigenaar ervan, de site waarvan ze afkomstig zijn en de houder van de opgravingsmachtiging. De wijzigingen van de inventaris, door depot of door intrekking van archeologische goederen, worden minstens één keer per jaar medegedeeld aan het AWaP.

§ 7. De houder van de erkenning moet binnen vijftien dagen elke belangrijke wijziging van de erkenningsvoorwaarden mededelen aan het AWaP, met name de wijziging van het rechtsstatuut van ieder gebouw, brand, overstroming, waterinfiltraties, besmetting door insecten of door houtzwammen, diefstal, vandalisme en afwijking van de normen van temperatuur of relatieve vochtigheid die meer dan tien opeenvolgende dagen duren.

Art. R.34-11. § 1. Als het AWaP vaststelt dat het depot niet meer aan de oorspronkelijke voorwaarde voldoet, kan de inspecteur-generaal van het AWaP of diens afgevaardigde de erkenning schorsen of intrekken.

§ 2. De beslissing tot schorsing of intrekking wordt binnen tien dagen bij zending aan de houder van de erkenning betekend. Binnen zestig dagen na ontvangst van de beslissing tot schorsing of tot intrekking van de erkenning kan een beroep bij de Minister worden ingesteld. Na afloop van die termijn is dit beroep niet-ontvankelijk.

Het beroep wordt bij zending aan het AWaP gericht. De Minister zendt zijn beslissing tot opschorting van de schorsing of van de intrekking aan de houder van de erkenning binnen zestig dagen na ontvangst van het beroep.

§ 3. Een afschrift van de in § 2 bedoelde beslissing wordt voor informatie door het AWaP gestuurd aan de eigenaren van de opgeslagen archeologische goederen en aan de betrokken houders van de opgravingsmachtigingen.

Afdeling 3. — Toevallige ontdekkingen

Art. R.40-1. De in artikel R.40, eerste lid, van het Wetboek bedoelde verklaring vermeldt :

- 1° de auteur van de ontdekking;
- 2° de datum van de ontdekking;
- 3° de ligging van de ontdekking;
- 4° de naam van de eigenaar van het terrein;
- 5° de omstandigheden van de ontdekking;
- 6° de aard van het ontdekte archeologische goed.

Art. R.40-2. Zodra het archeologische goed wordt ontdekt, wordt het, indien het om een gebouwde structuur gaat, door de auteur van de ontdekking of door de eigenaar beschermd tegen iedere fysische schade zoals een instorting, een verplettering, de schade veroorzaakt door trillingen van de bodem. Daartoe moet een veiligheidsomtrek bepaald worden, waarin geen werktuig mag rijden, noch gebruikt worden. Het archeologische goed wordt tegen weer en wind door een dak of een gepaste dekzeil beschermd. Er wordt een toezicht gewaarborgd om de diefstal of het vandalisme te voorkomen.

Als het archeologische goed in één of meerdere geïsoleerde of gegroepeerde voorwerpen bestaat, worden de artefacten in een plaats bewaard waarin ze zich bevinden en worden ze beschermd in afwachting van de tussenkomst van het AWaP.

Art. R.40-3. Binnen acht dagen na de verklaring zendt het AWaP een vertegenwoordiger om de ontdekking te onderzoeken en bepaalt het aan de eigenaar van het terrein en aan de auteur van de ontdekking de bijzondere beschermingsvoorwaarden aangepast aan de aard van de ontdekte archeologische goederen.

HOOFDSTUK VII. — Operationele bepalingen

Afdeling 1. — Dringende handelingen en werken op een monument opgenomen op de beschermingslijst of beschermd of op gebouwde elementen van een goed opgenomen in een beschermd architecturaal geheel of in een beschermde site

Art. R.43-1. Iedere eigenaar van een beschermd goed verzekert het goed tegen schade uit risico's zoals brand, blikseminslag, ontploffing, noodweer en moedwillige vernieling en voegt het bewijs bij de subsidieaanvraag dat hij aan het AWaP stuurt. Bij gebreke daarvan is de aanvraag onontvankelijk.

De eigenaar stelt het AWaP bij zending in kennis van ieder schadegeval en bestemt de schadevergoeding van de verzekering voor de instandhouding en het herstel van het goed. Als de schadevergoeding van de verzekering de gezamenlijke kosten van de handelingen en werken niet dekt, kan de eigenaar een subsidie aanvragen die berekend wordt op het niet onder de schadevergoeding vallend deel op voorwaarde dat de genomen verzekering in een voldoende risicodekking voorziet, dat de schade uit hoofde van de eigenaar niet vrijwillig is en dat laatstgenoemde voldoende maatregelen heeft genomen om de schade te beperken.

De eigenaar verzekert het goed zolang het over het statuut van beschermd goed geniet.

Art. R.43-2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister een subsidie toekennen die bepaald is op 50 % van de kosten, inclusief BTW, van de volgende handelingen en werken:

- 1° de bescherming tegen noodweer, brand, ondergrondse waterbewegingen of elk ander natuurincident;
- 2° de voorlopige bescherming voor uitvoering van de definitieve handelingen en werken;
- 3° de bescherming tegen vandalisme of diefstal van de elementen die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, van een monument opgenomen op de beschermingslijst of beschermd of van gebouwde elementen van een goed opgenomen in een beschermd architecturaal geheel of in een beschermde site en die een patrimoniaal karakter hebben.

De Minister kan de draagwijdte van de in het eerste lid bedoelde handelingen en werken bepalen.

De algemene kosten die de kosten en honoraria van de auteur van het project omvatten, worden forfaitair berekend tegen zeven procent van het bedrag van de in de eerste alinea bedoelde handelingen en werken.

§ 2. De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

Voor de handelingen en werken op een goed dat behoort tot het in artikel 20 van het Wetboek bedoelde uitzonderlijk erfgoed, wordt het in het eerste lid bedoelde percentage van de subsidie op 65 procent gebracht.

Afdeling 2.- Voorafgaande onderzoeken en handelingen en werken voor de instandhouding of de restauratie van beschermde monumenten

Art. R.43-3. De aanvrager voegt de verbintenis dat hij het niet door de subsidie gedekte saldo op zich neemt, bij iedere subsidieaanvraag.

De aanvrager mag de handelingen en werken voor de instandhouding of de restauratie, met uitzondering van de voorafgaande onderzoeken, niet ondernemen voor de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie, op straffe van definitief verlies van het voordeel van die subsidie.

De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier ingediend.

Het bedrag van de subsidie wordt vastgesteld op basis van het subsidiabel bedrag van de voorafgaande onderzoeken en handelingen en werken voor de instandhouding of de restauratie, dat inclusief BTW is berekend.

Voor alle handelingen en werken voor de instandhouding of de restauratie die het voorwerp uitmaken van een subsidie, met inbegrip van de desbetreffende studies, is de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten van toepassing op de privaatrechtelijke personen.

Art. R.43-4. Na afloop van de uitvoering van de handelingen en werken voor de instandhouding of de restauratie kan de eigenaar om de toekenning van een bijkomende subsidie verzoeken wanneer de werf aanleiding heeft gegeven tot tijdens de subsidieaanvraag niet te voorziene handelingen en werken die onontbeerlijk zijn voor de voortzetting van de handelingen en werken of de vrijwaring van de elementen waarvan de patrimoniale waarde en belangen tot de bescherming van het goed hebben geleid.

§ 2. De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

Art. R.43-5. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister een subsidie toekennen die bepaald is op 50 % van het bedrag van de kosten, inclusief BTW, van de volgende handelingen en werken:

1° de behandelingen tot vrijwaring, instandhouding, stabilisatie, herstel, consolidatie of restauratie van het monument, geheel of gedeeltelijk;

2° de vervanging van originele stukken van het monument die niet geconsolideerd of gestabiliseerd kunnen worden;

3° het vrijmaken en onderstrepen van archeologische elementen die de karakteristieken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, versterken;

4° het verwijderen van toevoegingen die de karakteristieken die de beschermingsmaatregelen verantwoord hebben, geweld aandoen;

5° bovengemiddelde voorzichtigheidsmaatregelen nodig voor de uitvoering van de restauratiewerken;

6° de ruwbouw om een nieuwe bestemming te geven aan het monument;

7° het in overweging nemen van de bijzondere weersomstandigheden nodig voor de instandhouding van de waardevolle onderdelen van het monument;

8° de voorwaarden voor de verbetering van de energieprestatie op voorwaarde dat ze verenigbaar zijn met de belangen die de bescherming van het monument verantwoord hebben.

De Minister kan de draagwijdte van de in het eerste lid bedoelde handelingen en werken bepalen.

De algemene kosten die de kosten en honoraria van de auteur van het project omvatten, worden forfaitair berekend tegen zeven procent van het bedrag van de in de eerste alinea bedoelde handelingen en werken.

§ 2. De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

Voor de handelingen en werken op een goed dat behoort tot het in artikel 20 van het Wetboek bedoelde uitzonderlijk erfgoed, wordt het in het eerste lid bedoelde percentage van de subsidie op 65 procent gebracht.

De in de eerste en vijfde leden bedoelde subsidiepercentages worden met tien procent van de kostprijs van de in aanmerking komende handelingen werken wanneer de hoofdfunctie van het beschermd monument openbaar is of wanneer de eigenaar de openstelling van zijn goed voor het publiek garandeert of verbetert, overeenkomstig een tussen de Minister en de eigenaar gesloten overeenkomst.

De Minister kan de draagwijdte van de handelingen, werken en honoraria bepalen.

Art. R.43-6. In de in artikel R.43-5, zesde lid, bedoelde gevallen kan het besluit van de Minister tot toekenning van de subsidie de modaliteiten van voortdurende of fluctuerende openstelling van het monument voor het publiek bepalen.

Art. R.43-7. Wanneer de instandhouding betrekking heeft op een beschermd monument of op een monument opgenomen op de beschermingslijst en door de eigenaar, of in voorkomend geval, door iedere vrijwilliger met diens schriftelijke instemming of door de technische diensten van een overheid als eigenaar, uitgevoerd wordt, bedraagt het percentage van de subsidie 100 procent met een maximumbedrag van tien duizend euro, inclusief BTW.

De subsidie heeft betrekking op de kosten van de materialen, het vervoer of de uitvoeringsmiddelen.

De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier aan het AWaP gezonden.

Art. R.43-8. Voor de beschermde monumenten bedraagt het subsidiepercentage van de eventuele voorafgaande onderzoeken en, in voorkomend geval, de onderzoeken, daarin inbegrepen reinigings- of vrijmakingswerken nodig om het onderzoekswerk te verrichten, 80 percent van de kostprijs, inclusief BTW.

De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

Art. R.43-9. Het minimumpercentage van de gemeentelijke en de provinciale bijdrage mag niet minder bedragen dan respectievelijk 1 percent en 4 percent van de in aanmerking komende handelingen en werken.

Het aanvraagdossier voor de gewestelijke subsidie omvat de aanvraag van de gemeentelijke subsidie en de aanvraag van de provinciale subsidie.

De eigenaar heeft de mogelijkheid om een verhoging van het percentage te verzoeken aan de gemeente en de provincie waar het goed gelegen is. In dat geval licht hij het AWaP daarover in bij de indiening van zijn subsidieaanvraag, met overmaking van een afschrift van de beraadslagingen van de colleges van de betrokken instanties.

Het besluit tot toekenning van de gewestelijke subsidie vermeldt het percentage van de gemeentelijke en van de provinciale tussenkomst of bevat als bijlage de instemming betreffende de toekenning van de gemeentelijke of van de provinciale subsidie. De vereffening van de gemeentelijke of van de provinciale subsidie aan de eigenaar wordt door de gemeente of de provincie verricht bij voltooiing van de werken op grond van de door het AWaP goedgekeurde eindafrekening.

Art. R.43-10. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister, in het kader van een door hem bepaalde oproep tot het indienen van projecten, een subsidie toekennen voor de handelingen en werken of voor de installatie van verlichtingselementen voor beschermde goederen.

Afdeling 3. — Handelingen en werken betreffende de uiterlijke verfraaiing van bebouwde gebouwen gelegen in een beschermd architecturaal geheel, in een beschermd site of een beschermingsgebied, met stippen opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed of opgenomen in de gemeentelijke inventaris

Art. R.43-11. Voor de toepassing van deze afdeling wordt verstaan onder onroerend goed, het gebouw dat een of meerdere belangen heeft in de zin van artikel 1, lid 1, van het Wetboek en waarvan de handelingen en werken betreffende de uiterlijke verfraaiing overeenstemmen met het in stand te houden of te restaureren patrimoniale en lokale kenmerken.

Art. R.43-12. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister een subsidie toekennen voor handelingen en werken betreffende de uiterlijke verfraaiing van de gebouwen:

1° gelegen in een beschermd architecturaal geheel;

2° gelegen in een beschermd site;

3° gelegen in een beschermingsgebied in de zin van het Wetboek, voor zover het gebouw vanuit de openbare ruimte zichtbaar is of voor het publiek toegankelijk is en voor zover het tot de opwaardering van het beschermd goed waarop het beschermingsgebied betrekking heeft, bijdraagt;

4° opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed;

5° opgenomen in de gemeentelijke inventaris voor zover het gebouw vanuit de openbare ruimte zichtbaar is of voor het publiek toegankelijk is.

Voor de punten 3° en 5° bedoeld in het eerste lid bevestigt het subsidiëeringsbesluit de toegankelijkheid van het goed.

Art. R.43-13. Op basis van de in stand te houden of te restaureren patrimoniale en lokale kenmerken bestaat de in artikel R.43-12 bedoelde uiterlijke verfraaiing voor de hoofdvolumes van de gebouwen gelegen langs de rijweg en voor de secundaire volumes gelegen langs de rijweg die grenzen aan of rechtstreeks verbonden zijn met het hoofdvolume, uit een of meerdere van de volgende handelingen en werken:

1° de restauratie van de voor- en zijgevels via:

a) ofwel het herstel of de heropbouw van hun oorspronkelijke structuur;

b) ofwel het aansmeren van het metselwerk,

c) ofwel het aanbrengen van muurkalk, verf, pleisterlaag of een andere traditionele bekleding;

2° het vernieuwen van de vensters, raamwerken, timmerwerk zoals kroonlijsten of luiken, kenmerkende zinkwaren in de voor- en zijgevels;

3° de vernieuwing van daken met traditionele materialen.

Art. R.43-14. De subsidieaanvraag wordt aan de hand van het door de Minister vastgelegd formulier bij zending aan het AWaP gericht.

De toekenning van de subsidie kan van voorwaarden vergezeld gaan.

Art. R.43-15. De handelingen en werken moeten uitgevoerd worden binnen twee jaar na de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Art. R.43-16. Per gebouw kan de Minister een subsidie toekennen waarvan het bedrag op dertig procent van het bedrag van de facturen, inclusief BTW, wordt vastgesteld.

Het bedrag van de subsidie is niet hoger dan:

1° zeven duizend vijfhonderd euro voor de in artikel R.43-12, 1° en 2° bedoelde gebouwen; dat bedrag wordt op tien duizend euro gebracht voor de goederen die tot het in artikel 20 van het Wetboek bedoelde uitzonderlijk erfgoed behoren;

2° vijf duizend euro voor de gebouwen bedoeld in artikel R.43-12, 3° tot 5°.

Afdeling 4. — Handelingen en werken betreffende het klein volkspatrimonium

Art. R.43-17. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en in het kader van een door hem bepaalde oproep tot het indienen van projecten, kan de Minister een maximale subsidie van tien duizend euro aan de gemeente toekennen voor de opstelling van de inventaris van het klein volkspatrimonium.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister een subsidie van maximum zeven duizend vijfhonderd euro toekennen voor handelingen en werken betreffende de restauratie of de opwaardering van goederen die tot het klein volkspatrimonium behoren.

In afwijking van het eerste lid wordt het maximumbedrag van de subsidie op vijftien duizend euro vastgesteld in het kader van door de Minister bepaalde oproepen tot het indienen van thematische projecten.

§ 3. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister een subsidie van maximum twee duizend vijfhonderd euro toekennen voor elke gezamenlijke actie betreffende de opwaardering en de bevordering van het klein volkspatrimonium.

§ 4. De Minister stelt het aanvraagformulier voor de in de §§ 2 en 3 bedoelde subsidies vast.

Art. R.43-18. De in artikel R.43-17 bedoelde subsidie kan door de Minister toegekend worden aan iedere privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon op basis van een dossier m.b.t. de handelingen en werken betreffende de opwaardering en de bevordering, dat de volgende documenten bevat:

1° een liggingplan van het erfgoedelement, dat bepaalt dat bedoeld element vanuit de openbare ruimte zichtbaar is of voor het publiek toegankelijk is;

2° de omschrijving van het element, vergezeld van een relevante fotoreportage waarmee het element in zijn context geplaatst kan worden;

3° de uitvoerige en gekwantificeerde opgave van de handelingen en werken of van de acties voor de opwaardering en bevordering van het element aan de hand van nauwkeurige kostenramingen;

4° alle gegevens over het statuut van het element (eigendom en beheers- of onderhoudswijze); als de aanvrager van de subsidie noch eigenaar van het goed noch houder is van zakelijke rechten op het goed, dient zijn machtiging bij het dossier te worden gevoegd indien de aangevraagde subsidie handelingen en werken betreft.

Art. R.43-19. Het subsidiëeringsbesluit wordt bij zending aan de aanvrager gericht; de handelingen en werken betreffende de opwaardering en de bevordering mogen niet beginnen vóór de ontvangst van de zending en worden binnen een termijn van twaalf maanden verricht.

De helft van het bedrag van de subsidie wordt vereffend zodra de kennisgeving van het besluit tot toekenning van de subsidie is verricht.

Aan het einde van de uitvoering van de handelingen en werken betreffende de opwaardering en de bevordering richt de aanvrager de facturen samen met ieder document nuttig voor de controle op de uitvoering van de handelingen en werken bij zending aan het AWaP.

Na een controle ter plaatse wordt het saldo van het bedrag van de subsidie op basis van de facturen, inclusief BTW, vereffend.

In geval van niet-conform gebruik van de subsidie wordt het in het tweede lid bedoelde bedrag van het voorschot op initiatief van het AWaP teruggevorderd en vervalt het recht op de subsidie.

Afdeling 5. — Kaderovereenkomsten

Art. R.44-1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten die daartoe ingeschreven staan op de begroting van het Waalse Gewest en op basis van de door hem vastgelegde procedure kan de Minister een kaderovereenkomst met de eigenaar van een goed sluiten.

De kaderovereenkomst bevat de volgende elementen:

- 1° de identiteit van elke partij;
- 2° de aard, het belang en de kosten van de handelingen en werken, met inbegrip van de desbetreffende onderzoeken en honoraria;
- 3° de geraamde duur van de uitvoering van de handelingen en werken;
- 4° de bedragen van de globale en jaarlijkse bijdrage van elke partij in de kostprijs van de handelingen en werken;
- 5° het tijdschema van de uitvoering van de handelingen en werken.

De kaderovereenkomst kan in onderlinge overeenstemming tussen de partijen verlengd of gewijzigd worden.

HOOFDSTUK VIII. — Erfgoedberoepen

Art. R.51. Het "Centre des métiers du patrimoine" "La Paix-Dieu" in Amay en de "Pôle de la Pierre" in Zinnik zorgen gedeeltelijk voor de instandhouding van de knowhow en de opleiding in de erfgoedberoepen met inachtneming van de aan het AWaP toevertrouwde opdrachten.

Art. R.52. Het "Centre des métiers du patrimoine" "La Paix-Dieu" in Amay en de "Pôle de la Pierre" in Zinnik hebben de volgende opdrachten:

- 1° kortdurige of langdurige theoretische en praktische opleidingen m.b.t. de erfgoedberoepen en instandhoudingstechnieken ter bestemming van beroepsmensen organiseren en bevorderen;
- 2° in samenwerking met andere opleidingsinstellingen, de behoeften aan opleiding voor de erfgoedberoepen uit de erfgoedsector en uit de bouwsector identificeren;
- 3° pedagogische programma's en methodologische instrumenten specifiek voor deze opleidingen samen met het aanbod van de andere opleidingsinstellingen aanpassen en uitvoeren.

De Minister kan de organisationele modaliteiten van de voornoemde theoretische en praktische opleidingen en de erkenningsmodaliteiten van die opleidingen overeenkomstig de bestaande reglementaire bepalingen en in overleg met de Minister van Vorming bepalen."

TITEL 2 — Wijzigingsbepalingen van het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling

Art. 2. In het reglementair deel van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in artikel R.IV.1-1, tweede lid, vervallen de volgende woorden: ", behalve als die onroerende goederen bestanddelen zijn van het in artikel 187, 13° bedoelde klein volkspatrimonium."

2° in hetzelfde artikel wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Van een stedenbouwkundige vergunning worden niet vrijgesteld, de handelingen en werken die betrekking hebben op:

1° de wijziging van de bouwschil van een gebouw, van een bouwwerk of van een installatie, de uitbreiding, vernietiging of sloop ervan en de bouw of herbouw van een veranda of van een bijgebouw en die zich in een beschermingszone bevinden;

2° de wijziging van de bouwschil van een gebouw, van een bouwwerk of een van installatie, de uitbreiding, vernietiging of sloop ervan en de bouw of herbouw van een veranda of van een bijgebouw van een goed opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed;

3° de wijziging van de bouwschil van een gebouw, van een bouwwerk of van een installatie opgenomen in de gemeentelijke inventaris en die niet in 1° en 2° bedoeld is, de uitbreiding, vernietiging of sloop ervan en de bouw of herbouw van een veranda of van een bijgebouw van dat goed dat vanuit de openbare ruimte zichtbaar is of voor het publiek toegankelijk is;

4° de wijziging, de vernietiging, de sloop of de verplaatsing van een onroerend goed dat tot het klein volkspatrimonium behoort en dat in aanmerking komt of is gekomen voor de financiële tegemoetkoming van de het Gewest."

3° in artikel R.IV.4-11 worden de punten 1° en 2° vervangen als volgt:

"1° de goederen opgenomen op de beschermingslijst of voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming als site in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek of die het voorwerp zijn van gelijksoortige maatregelen in het Duitse taalgebied;

2° de beschermingsgebieden in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek of de gelijksoortige gebieden gelegen in het Duitse taalgebied;"

4° in artikel R.IV.35-1 wordt de tabel aangevuld als volgt:

Toestand/ Specificiteit van het project	Handelingen en werken	Verplichte raadplegingen
Bebouwd en niet-bebouwd erfgoed	Handelingen en werken betreffende een beschermd goed, een goed dat op de beschermingslijst opgenomen wordt, of dat voorlopig vallend is onder de gevolgen van bescherming.	Voor het Franse taalgebied: "Agence wallonne du patrimoine" (Waals Erfgoedagentschap) (eensluitend advies volgens het Erfgoedwetboek) Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en opgravingen
	Handelingen en werken betreffende een goed: - gelegen in een beschermingsgebied - opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed - opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de dragende structuur van een gebouw van vóór de twintigste eeuw inhouden;	Voor het Franse taalgebied: "Agence wallonne du patrimoine" Koninklijke Commissie van monumenten, landschappen en opgravingen
	Handelingen en werken betreffende een goed: - dat tot het klein volkspatrimonium behoort, dat voor de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest in aanmerking komt of is gekomen; - opgenomen in de gemeentelijke inventaris; - opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een wijziging van de grond of de ondergrond van het goed inhouden; Handelingen en werken betreffende een project waarvan de oppervlakte van de bouw en van de inrichting van de nabije omgeving gelijk is aan of hoger is dan één hectare	Voor het Franse taalgebied: "Agence wallonne du patrimoine"

5° in artikel R.IV.40-1, § 1, wordt punt 6° vervangen als volgt:

"6° de bouw, herbouw of verbouwing van een goed dat op de beschermingslijst staat, dat beschermd is, dat gelegen is in een beschermingsgebied of opgenomen op de archeologische kaart, in de zin van het Waals Wetboek van het Erfgoed;"

6° in artikel R.V.1-5 worden de woorden "gelegen in een gebied dat opgenomen is in de inventaris van het archeologische erfgoed" vervangen door de woorden:

"bedoeld in de archeologische kaart in de zin van het Erfgoedwetboek;"

7° in artikel R.VII.3-1, eerste lid, 2°, worden de woorden "de ambtenaren en personeelsleden van de Afdeling Erfgoed van DGO4" vervangen door de woorden:

"de ambtenaren en personeelsleden van het "Agence wallonne du patrimoine";

8° in hetzelfde artikel wordt lid 2 vervangen als volgt:

"De vaststellende beambten bedoeld in het eerste lid, 2°, zijn bevoegd om, op het grondgebied van het Franse taalgebied, de overtredingen betreffende beschermde goederen, goederen opgenomen op de beschermingslijst, of voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming op te sporen en vast te stellen, die gelegen zijn in een beschermingsgebied of bedoeld in de archeologische kaart, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek;"

9° artikel R.VII.19-2 wordt vervangen als volgt:

"Art. R.VII.19-2. Voor het Franse taalgebied wordt het bedrag van de transactionele geldboetes bedoeld in artikel R.VII.19-1 verdubbeld indien de handelingen en werken betrekking hebben op beschermde goederen, op goederen opgenomen op de beschermingslijst, of voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming, gelegen in een beschermingsgebied of bedoeld in de archeologische kaart, in de zin van het Waalse Erfgoedwetboek."

Art. 3. In het vak "Rechtstoestand van het goed" "Andere eigenschappen van het goed" van de bijlage 4 en 10 vervallen de punten

«

- Locatie - monument - architecturaal geheel - opgenomen op de beschermingslijst - beschermd - voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming - opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed krachtens het Waals Wetboek van het Erfgoed... of onderworpen aan gelijkwaardige maatregelen in het Duitse taalgebied.....
- Goed gelegen in een beschermingsgebied - opgenomen in de inventaris van het archeologisch erfgoed - krachtens het Waals Wetboek van het Erfgoed... " en worden na het vak "Andere eigenschappen van het goed", de twee volgende vakken ingevoegd:

Voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waals Erfgoedwetboek

- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - opgenomen op de beschermingslijst
- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - beschermd
- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming
- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke onroerende erfgoed
- beschermingsgebied
- goed opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed
- goed dat tot het klein volkspatrimonium behoort, dat de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest krijgt of gekregen heeft

- goed opgenomen in de gemeentelijke inventaris;
- goed opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de dragende structuur van een gebouw van vóór de twintigste eeuw inhouden
- goed opgenomen op de archeologische kaart, voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de grond of ondergrond van het goed inhouden
- goed beoogd bij een project waarvan de oppervlakte van de bouw en van de inrichting van de nabije omgeving gelijk is aan of hoger is dan één hectare

Voor het Duitse taalgebied, krachtens het decreet van 23 juni 2008 betreffende de bescherming van monumenten, klein erfgoed, ensembles en landschappen en betreffende de opgravingen

- voorlopig of definitief beschermd goed
- goed gelegen in een beschermingsgebied van een voorlopig of definitief beschermd goed

Art.4. In het vak "Rechtstoestand van het goed" van de bijlagen 5, 6, 7, 8, 9,11 en 15, en na het vak "Lijst van de document van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling die van toepassing zijn op het goed en bepaling van de zonerings" wordt het volgende vak ingevoegd:

Voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waals Erfgoedwetboek

- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - opgenomen op de beschermingslijst
- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - beschermd
- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming
- site - archeologische site - monument - architecturaal geheel - opgenomen op de lijst van het uitzonderlijke onroerende erfgoed
- beschermingsgebied
- goed opgenomen met stippen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed
- goed dat tot het klein volkspatrimonium behoort, dat de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest krijgt of gekregen heeft
- goed opgenomen in de gemeentelijke inventaris
- goed opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de dragende structuur van een gebouw van vóór de twintigste eeuw inhouden
- goed opgenomen op de archeologische kaart, voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de grond of ondergrond van het goed inhouden
- goed beoogd bij een project waarvan de oppervlakte van de bouw en van de inrichting van de nabije omgeving gelijk is aan of hoger is dan één hectare

Art. 5. In de bijlagen 12 en 13 worden de streepjes

" - een locatie - monument - architecturaal geheel - opgenomen op de beschermingslijst - beschermd - of voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming krachtens artikel 208 van het Waals Wetboek van het Erfgoed - opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed bedoeld in artikel 187, 12°, van het Waals Wetboek van het Erfgoed;

- een goed gelegen in een beschermingsgebied - opgenomen in de inventaris van het archeologisch erfgoed - krachtens het Waals Wetboek van het Erfgoed..." vervangen door de volgende streepjes:

-voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, een site- archeologische site- monument - architecturaal geheel - opgenomen op de beschermingslijst - beschermd - voorlopig vallend onder de gevolgen van de bescherming - opgenomen op de lijst van het uitzonderlijk erfgoed;

- voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, een onroerend goed - gelegen in een beschermingsgebied - met stippen opgenomen in de gewestelijke inventaris van het erfgoed - dat tot het klein volkspatrimonium behoort, dat de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest krijgt of gekregen heeft - opgenomen op de gemeentelijke inventaris - opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een wijziging tot gevolg hebben van de dragende structuur van een gebouw van vóór de XXste eeuw - opgenomen op de archeologische kaart voor zover de geplande handelingen en werken een aanpassing van de grond of ondergrond van het goed inhouden -;

- voor het Franse taalgebied, overeenkomstig het Waalse Erfgoedwetboek, een project waarvan de oppervlakte van de bouw en van de inrichting van de nabije omgeving gelijk is aan of hoger is dan één hectare;"

TITEL 3. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 6. Het besluit van de Waalse Regering van 22 september 2016 houdende de lijsten van de beschermde goederen waarop het « Institut du Patrimoine wallon » (Instituut van het Waals patrimonium) zijn beheers- en opwaarderingsopdracht uitoefent en tot bepaling van de beschermde goederen die tot het domein van het Waalse Gewest behoren en waarvan de Regering voor de valorisatie zorgt, blijft van toepassing tot de inwerkingtreding van nieuwe lijsten aangenomen op basis van het Waals Erfgoed.

Art. 7. De lijst van de goederen die behoren tot het in artikel R.11.2. bedoelde klein volkspatrimonium omvat minstens de goederen die vanaf 1 januari 2010 de financiële tegemoetkoming van het Waalse Gewest krijgen.

Art. 8. Het besluit van de Waalse Regering van 10 december 1998 tot toekenning van toelagen voor de restauratie van het klein volkspatrimonium van Wallonië, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 december 2001 en 22 april 2010, wordt opgeheven.

Art. 9. Treden in werking op 1 januari 2019:

1° het decreet van 26 april 2018 betreffende het Waalse Erfgoedwetboek;

2° dit besluit.

Art. 10. De Minister van Erfgoed is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 31 januari 2019.

Voor de Regering :

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme,
Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN